



Taxes sur les acquisitions de titres de capital (TAT) Cahier des charges

Version du 19 juillet 2013

**Groupe de travail piloté par l'AFTI en collaboration avec les principaux
acteurs du marché**

AFTI, AMAFI, BNP Paribas Securities Services, CA Titres, CACEIS, CITIGROUP, CM-CIC TITRES,
DEUTSCHE BANK, EUROCLEAR FRANCE, EUROCLEAR Bank, EURO-SECURITIES-PARTNERS, FBF,
NATIXIS, NYSE-EURONEXT, SGSS

Avertissement

Le contenu de ce document est purement indicatif et pourrait être sujet à des changements en fonction des décisions réglementaires.

C'est un guide de bonne pratique pour les teneurs de comptes conservateurs agissants sur le marché français (acteurs français et étrangers).

Ce document ne donnant aucun avis juridique, il ne doit pas être utilisé à des fins légales.

Ce guide est composé de 3 documents :

- Le white paper
- Annexe 1 : tableau des OST
- Annexe 2 : tableau des Opérations Services aux Emetteurs TAT

Table des matières

1	Introduction	5
1.1	Public ciblé	5
1.2	Contexte	5
1.3	Objectifs du document	6
2	Périmètre et principales caractéristiques de la TAT	8
2.1	Titres	8
2.2	Transactions	9
2.3	Parties redevables	10
2.4	Montant de la taxe	11
3	Processus de la TAT	12
3.1	Date de lancement	12
3.2	Cycle de vie : du dénouement de la transaction au paiement de la taxe	13
3.3	Schéma global de la TAT	12
3.3.1.	Transactions avec un PSI – calcul de la TAT à l'ordre	15
3.3.2.	Transactions avec PSI – calcul de la TAT sur la position nette directement	17
3.3.3.	Transactions sans PSI	18
3.4.	Focus sur le rôle et les obligations des conservateurs	19
3.5.	Relation entre le teneur de compte résident et les teneurs de compte non-résidents	20
4.	Considérations juridiques	23
5.	Pratiques de marché	24
5.1.	Liste des codes ISIN taxables	24
5.2.	Présentation des différents scénarios	25
5.2.1	Traitement spécifique des investisseurs RETAIL	25
5.2.2.	Cas particulier du retail – les ordres SRD	32
5.2.3.	Cas général pour les investisseurs institutionnels	34
5.2.4.	Cas spécifique pour les investisseurs institutionnels sociétés de gestion	35
5.3.	Transactions sans PSI	37
5.3.1.	Les textes juridiques	37
5.3.1.1.	Le texte de loi	37
5.3.1.2.	L'instruction fiscale	37
5.3.2.	Procédure Opérationnelle	37
5.3.2.1.	Procédure opérationnelle – Investisseurs Institutionnels	39
5.3.2.2.	Position nette journalière pour les transactions sans PSI	41
5.4.	Analyse de l'implémentation et des impacts de la TAT sur le traitement des Opérations sur Titres	41
5.4.1	Préalable	41
5.4.2	Synthèse de l'analyse	43
5.4.3	Propositions	44

5.5	Analyse de l'implémentation et des impacts de la TAT sur le traitement des Opérations spécifiques au métier des Services aux Emetteurs	45
5.5.1	Préalable.....	45
5.5.2	Synthèse de l'analyse.....	45
5.5.3	Processus opérationnel	45
5.6	Transactions en devises étrangères	46
5.7	Autres cas	46
5.7.1.	Transactions franco	46
5.7.2.	Dérivés Listés.....	47
5.7.3.	Depository receipt : certificats étrangers représentatifs d'actions françaises	49
6.	Glossaire	51
7.	Liste des contributeurs.....	52
8.	Documents de référence	54
9.	Information et questions	55
10.	Annexes	58

1 Introduction

1.1 Public ciblé

Ce livre blanc est principalement destiné aux fournisseurs de services de titres sur le marché français agissant comme conservateur dans le cadre de la nouvelle taxe sur les acquisitions de titres de capital (TAT). Ce document peut aussi intéresser les autres parties prenantes de la chaîne de valeur, principalement les investisseurs institutionnels et les courtiers afin de comprendre les interactions qu'ils ont avec leurs fournisseurs.

Même si ce document est construit sur la base des pratiques du marché français, il est d'une grande utilité pour les acteurs étrangers afin qu'ils puissent assimiler le processus et mesurer leurs propres impacts selon les règles et pratiques de ce marché.

Ce document doit être lu en parallèle avec les autres documents de référence en lien avec la mise en place opérationnelle de la TAT :

- Descriptif de Services Détaillé (DSD) FTT V1.2 (Version française ou anglaise) d'Euroclear France (disponible sur le site internet d'Euroclear)
- Livre blanc de l'AMAFI : traduction opérationnelle de la loi sur la TAT
- loi de finance rectificative publiée le 17 août 2012
- Instruction fiscale n°61 du 02 août 2012
- Décret n°2012-956 du 6 août 2012 version 1

1.2 Contexte

La Loi portant sur la création d'une Taxe sur les acquisitions de titres de capital (ci-après « la Loi ») a été adoptée par le Parlement français le 29 février 2012 et publiée au Journal Officiel le 15 mars 2012. L'instruction sur la TAT a été publiée le 2 août 2012 et le décret le 6 août. A cela s'ajoute la loi rectificative publiée le 17 août 2012 avec effet rétroactif, la date d'entrée en vigueur du dispositif étant le 1er août 2012.

Un premier groupe de travail a été mis en place par Euroclear France en vue de définir les flux d'information, les procédures opérationnelles ainsi que la stratégie de mise en œuvre. Un Descriptif de Service Détaillé (DSD) est disponible sur le site internet d'Euroclear France et détaille le processus opérationnel de la TAT en se concentrant plus particulièrement sur les devoirs d'Euroclear France et de ses membres concernant la gestion globale du processus de la TAT (format de déclaration Euroclear France, mode de paiement, etc.). Ce DSD pourra faire l'objet de mises à jour selon les informations collectées et l'avancement des discussions en cours sur la place française. D'autre part, l'AMAFI a publié un livre blanc dédié à l'explication de la « loi » et travaille actuellement sur un

document dédié aux règles de marché opérationnelles pour les courtiers. Une première version de ce document avait été diffusée en mars 2012,, la version actualisée a été publiée le 8 novembre 2012 . Suite à ce premier groupe de travail, les représentants des fournisseurs de services titres ont considéré que des sujets critiques à la mise en œuvre et à la bonne fin du processus TAT pour les conservateurs et autres récepteurs transmetteurs d'ordres (RTO) n'ont toujours pas été traités. L'AFTI a décidé de former un groupe de travail dédié au traitement de ces questions et à la centralisation de l'ensemble des règles de marché.

1.3 Objectifs du document

Ce document a pour but de consolider les règles de marché communes qui s'appliqueront aux conservateurs pour le traitement de la TAT. Au-delà des règles de la déclaration et de paiement qui font partie des obligations d'Euroclear, ce document décrit pour les conservateurs :

- o Le modèle global de fonctionnement, du client final à Euroclear, en passant par les intermédiaires (agents de règlement/livraison, teneurs de compte/conservateurs, etc.)
- o Les règles spécifiques à l'activité de tenue de compte/conservation
- o Le rôle et les obligations du teneur de compte/conservateur et les aspects légaux associés

De même, le reste du document ne s'applique que si le bénéficiaire économique ne peut être le redevable.

Dans les prochains chapitres, différents aspects de la mise en place de la loi sur la TAT sont analysés :

1. Processus global de la TAT

- Ce chapitre a pour but de donner une vision d'ensemble des caractéristiques de la loi sur la TAT et ses impacts généraux sur le processus dans différentes configurations. Le principal processus opérationnel nécessitant d'être mis en place est décrit pour la gestion de la TAT (date de lancement, schéma global, différents scénarios de mise en place, focus sur les rôles et les responsabilités des conservateurs).

2. Aspects légaux

- Le but est de présenter l'opinion des experts légaux sur des sujets qui ont été évoqués dans différents groupes de travail et durant l'élaboration du présent document. Les interprétations légales les plus importantes sont présentées. Ce chapitre a été réalisé en collaboration avec des experts légaux de plusieurs conservateurs et avec la contribution de l'Observatoire de la fiscalité.

3. Règles communes de marché

- Cette partie a pour objectif de donner une vue d'ensemble de l'interprétation opérationnelle de la TAT sur différents sujets pouvant apparaître dans l'activité d'un conservateur. L'objectif est d'avoir un processus fluide et partagé par les différents acteurs du marché. Le principal processus opérationnel proposé ainsi qu'un guide de bonnes pratiques par thématique sont développés comme suit :
 - i. La liste des codes ISIN taxables qui pourraient être concernés par la loi sera présentée ainsi qu'une proposition de processus opérationnel avec les fournisseurs de données.

- ii. Dans le cas de transactions réalisées avec un PSI, les différents scénarios possibles en fonction des différentes catégories d'investisseurs intervenant dans le processus de TAT sont développés. Sont détaillés premièrement les cas des investisseurs particuliers, le cas général et le cas spécifique du SRD, et ensuite le cas des investisseurs institutionnels, le cas général et le cas spécifique des gestionnaires d'actifs. Différents scénarios sont aussi analysés ainsi que le processus et les difficultés qui pourraient apparaître dans chacun des cas.
- iii. Quand les transactions sont réalisées sans PSI, le cas est également spécifique. Les processus opérationnels, les bonnes pratiques du marché et les impacts sur le principe de netting intra journalier quand il n'y a pas de PSI sont développés.
- iv. Une analyse de la mise en place de la TAT et des impacts sur les OST a été réalisée. Les difficultés qui pourraient être rencontrées sur ce sujet sont décrites et des évolutions concernant les OST sont proposées.
- v. Le processus et les impacts pour les services aux émetteurs et les transactions en devises étrangères sont mis en lumière.
- vi. Enfin, d'autres thèmes divers sont aussi mentionnés autant que les impacts éventuels sur les transactions Franco, les Produits Dérivés, les ADR...

4. Un glossaire technique

- Ce glossaire a pour objectif de rappeler les définitions techniques que le groupe de travail a communément adoptées dans le cadre de l'élaboration de ce livre blanc.

2 Périmètre et principales caractéristiques de la TAT

Cette partie rappelle les principales caractéristiques de la Taxe sur les acquisitions de titres de capital (TAT). Elle décrit de manière globale le contenu de la loi pour une bonne compréhension et la bonne articulation des sujets mentionnés ci-dessous. Il convient de préciser que l'objectif n'est pas de fournir une interprétation détaillée de la nouvelle Loi (se référer au texte de Loi pour plus de détails).

2.1 Titres

Comme le définit la Loi, les titres présentant les caractéristiques suivantes seront impactés par la TAT :

- o Titres de capital et titres assimilés (principalement les actions) ;
- o Cotés sur un marché réglementé français ou étranger ;
- o Emis par des établissements dont :
 - ☐ le siège se situe en France ; et
 - ☐ la capitalisation dépasse un milliard d'euros au 1er décembre de l'année fiscale précédente.

Un décret ministériel émis par le Ministère des Finances et du Budget a dressé une liste des sociétés concernées en 2012. Cette liste informative sera mise à jour annuellement.

Cette liste indiquera uniquement les noms des entreprises et sans indication des codes ISIN concernés. Une liste des codes ISIN concernés sera communiquée par les fournisseurs de données. Elle devra être considérée comme une liste indicative permettant de consolider et de distribuer l'information, sans engagement des fournisseurs de données à administrer une liste officielle des codes ISIN.

La liste des ISIN éligibles devrait rester stable tout au long de l'année, sauf si l'un des événements suivants survient :

- o L'émetteur d'un titre imposable transfère son siège hors de France ;
- o Une société répondant aux autres critères d'éligibilité transfère son siège en France ;
- o Un émetteur crée une tranche non fongible temporaire d'un titre imposable existant.

Cependant, une évolution de la capitalisation d'une société en cours d'année (supérieure ou inférieure au seuil d'1 milliard d'euros) n'impactera pas le caractère éligible du titre à la TAT.

2.2 Transactions

Les transactions éligibles concernent les acquisitions à titre onéreux de titres taxables. La taxe s'applique quand l'achat donne lieu à un transfert de propriété comme défini par l'Article L.211-17 du Code Monétaire et Financier français. Les transactions sont concernées par la TAT :

- o Quel que soit le lieu de négociation (marché réglementé, système multilatéral de négociation [MTF], « dark pool », transaction de gré à gré, internalisation, système interne d'appariement d'ordres BCN) ;
- o Que la transaction ait été exécutée pour compte propre ou sur ordre d'un client ;
- o Quel que soit le lieu de règlement / livraison de la transaction (la taxe reste due indépendamment de la nationalité du bénéficiaire ou des intermédiaires)

Selon la Loi, les transactions exonérées sont les suivantes :

1. Achats réalisés dans le cadre d'une émission de titres (marché primaire)
2. Achats réalisés par une chambre de compensation ou un dépositaire central pour leur propre compte
3. Achats réalisés dans le cadre d'activité de tenue de marché
4. Achats réalisés dans le cadre d'un contrat de liquidité
5. Opération intra-groupes
6. Prêt de titres et cessions temporaires
7. Achat par les fonds communs de placement d'entreprise (FCPE), SICAV d'actionnariat salarié, ou directement par les salariés
8. Achats (y compris les rachats de titres en propre) réalisées au titre de l'épargne salariale
9. Achats d'obligations échangeables ou convertibles en actions

NOTE : Une liste des instruments financiers et de statuts éligibles à la TAT sera fournie dans l'annexe de ce document. Ils sont donnés à titre indicatif et doivent être interprétés et complétés par des professionnels du marché.

Les transactions sont imposables au moment où elles entraînent un transfert de propriété (un « achat »). Il est donc considéré que la taxe s'applique en fonction de la date de dénouement (transfert de propriété juridique).

En cas de chaîne de PSI, c'est le PSI le plus proche du client final qui est considéré comme étant le redevable, dès lors qu'il est agréé pour faire de l'exécution pour compte de tiers.

2.3 Parties redevables

Une partie redevable est une institution qui a légalement l'obligation de déclarer et de payer la TAT.

Trois types de Parties Redevables existent :

- o le prestataire de services d'investissement (PSI) le plus proche du client et ayant l'agrément d'exécution pour compte de tiers
- o le prestataire de services d'investissement (PSI) intervenant pour son propre compte
- o lorsque la transaction n'est exécutée ni par ni pour un courtier (par ex. transactions de gré à gré) , le teneur du compte de l'investisseur.

Par souci de clarté, nous prenons comme hypothèse pour la suite de ce document que l'acquéreur final n'a pas le statut de prestataire en service d'investissement et donc n'est pas lui-même le redevable.

Selon la manière dont la taxe sera traitée, deux situations sont possibles :

La Partie Redevable est un participant d'Euroclear France	Actions
Oui	Déclarations fiscales et taxe payée par l'intermédiaire d'Euroclear France
Non	Déclarations fiscales et taxe payée par l'intermédiaire de l'agent de règlement/livraison ou du conservateur de la Partie Redevable, puis transfert à Euroclear France (ou par une chaîne d'intermédiaires)

NOTE : D'après la loi,

- o Tant qu'il y a au maximum deux intermédiaires entre la Partie Redevable et Euroclear France, la collecte de la taxe et le processus de déclaration doivent passer par Euroclear France.
- o S'il y a plus de deux intermédiaires :
 - La Partie Redevable doit déclarer et payer la TAT directement aux autorités fiscales françaises ; ou
 - La Partie Redevable est autorisée à déclarer et payer la taxe par procuration via un affilié d'Euroclear France. Pour cela, elle doit en informer les autorités fiscales françaises, en spécifiant l'affilié d'Euroclear France concerné, avant le 1er novembre 2012.

2.4 Montant de la taxe

La taxe représente 0,2 % du montant de la transaction. La position nette acheteuse est calculée sur la base de multiples critères.

La TAT est calculée sur la moyenne du prix d'achat (excluant les opérations exonérées). Le présent document est basé sur une position nette globale par compte titres par bénéficiaire final par jour (source : instruction fiscale du 02 août 2012). La TAT n'est pas soumise à la TVA

3 Processus de la TAT

Ce chapitre décrit en détail le traitement opérationnel mis en place pour gérer la taxe sur les acquisitions de titres de capital.

Les principaux acteurs et étapes de la TAT sont les suivants :

- Le « bénéficiaire » est le client final qui investit. Il doit être soumis à la TAT.
- Le « donneur d'ordre » prend en charge les opérations d'achat/vente ou les Opérations Sur Titres (OST) au nom du bénéficiaire. Dans ce cas, il va pouvoir recharger la TAT au bénéficiaire final. Dans certains cas, il est lui-même le bénéficiaire.
- La « Partie Redevable » peut être le courtier auprès duquel le donneur d'ordre a transmis l'ordre ou le conservateur du « bénéficiaire ou du donneur d'ordre » s'il refacture la TAT, et produit la déclaration. L'« affilié Euroclear France » peut être la partie redevable mais ce n'est pas toujours le cas (exemple : s'il y a plusieurs intermédiaires). Le redevable supportera les éventuelles pénalités de la part des autorités fiscales.
- La « Partie participante » est celle qui centralise la TAT à payer, effectue les contrôles, reçoit les montants (généralement des affiliés lui ayant transmis une déclaration) et envoie le montant de la TAT collectée aux autorités fiscales. C'est en général le rôle du dépositaire central – ici Euroclear France.
- « L'autorité fiscale française » est celle qui reçoit les déclarations TAT et effectue les contrôles.

3.1 Date de lancement

Les transactions sont taxables à compter du mercredi 1er août 2012 (hormis les ADR pour lesquels la date d'application est repoussée au 01/12/12 et pour les cessions temporaires et OST exonérées dont la date d'application est repoussée au 01/01/13)

Le calendrier standard prévoit que la TAT doit être déclarée et payée au plus tard le 4^{ème} jour calendaire (ou le jour ouvré suivant) du mois suivant celui de son dénouement (par exemple : une opération dénouée le 25 janvier sera déclarée et payée à EOC France le 4 février au plus tard).

Cependant, pour le lancement de la TAT, les autorités fiscales ont autorisé un calendrier intérimaire pour la déclaration et le paiement de la taxe. Les opérations dénouées entre le 1er août et le 30 octobre 2012 pourront être déclarées et payées jusqu'au 9 novembre 2012.

Ainsi, selon le calendrier standard, pour chaque mois, seules les transactions dénouées dans le courant du mois (sur la base de la date de dénouement) doivent être déclarées, même si la négociation a eu lieu le mois précédent. Étant donné qu'août est le mois de lancement, une exception a été accordée de sorte que les transactions déclarées en août sont celles qui ont été dénouées et négociées en août (à l'exception des opérations au SRD – Cf point 5.2.2).

NOTE : L'instruction fiscale indique que l'utilisation de la date de dénouement théorique des transactions est possible comme base pour la déclaration de TAT, sous réserve que le redevable en ait préalablement avisé les Autorités Fiscales françaises et Euroclear France

3.2 Cycle de vie : du dénouement de la transaction au paiement de la taxe

En vertu des règles standards, la TAT est due aux autorités fiscales dans les premiers jours du mois suivant l'achat (cf. tableau ci-dessous). Toutefois, pour permettre une adaptation progressive par le marché, la loi a prévu un calendrier intérimaire qui précédera le calendrier standard pour la déclaration et le paiement de la TAT.

Les calendriers intérimaire et standard suivent un cycle de vie défini comme suit.

	Période ou Date	Définition	Calendrier intérimaire	Calendrier standard
1	Mois d'acquisition	Mois durant lequel la transaction déclarée a été dénouée	Août, septembre, octobre 2012	M (à compter de novembre 2012)
2	Mois de paiement	Mois suivant l'acquisition, durant lequel la taxe doit être payée	Novembre 2012	M+1
3	Date limite de déclaration	Date limite pour envoyer la déclaration à Euroclear France. Cette date précède la date de paiement et est définie par Euroclear France selon ses processus opérationnels	9 Novembre	4 ^{ème} jour de M+1 ou jour ouvré suivant
4	Date de paiement	Date à laquelle l'affilié Euroclear France doit payer la TTF	9 Novembre	4 ^{ème} jour de M+1 ou jour ouvré suivant
5	Date de reversement	Date à laquelle Euroclear France paye la TTF aux autorités fiscales	29 novembre	24 ^{ème} jour de M+1 ou jour ouvré suivant

Source du schéma – Descriptif Détaillé de Service ESES – Taxe sur les acquisitions de titres de capital – Version 1.2

Entre la date de paiement et la date de reversement, Euroclear France conserve le montant de la taxe sur un compte séparé à son nom auprès d'une banque (la banque retenue est l'Agence France Trésor). Ce compte est ouvert pour l'usage exclusif de la collecte de la TAT. A la date de reversement de la taxe, Euroclear France demande à sa Banque de transférer aux autorités fiscales le montant de la TAT collectée.

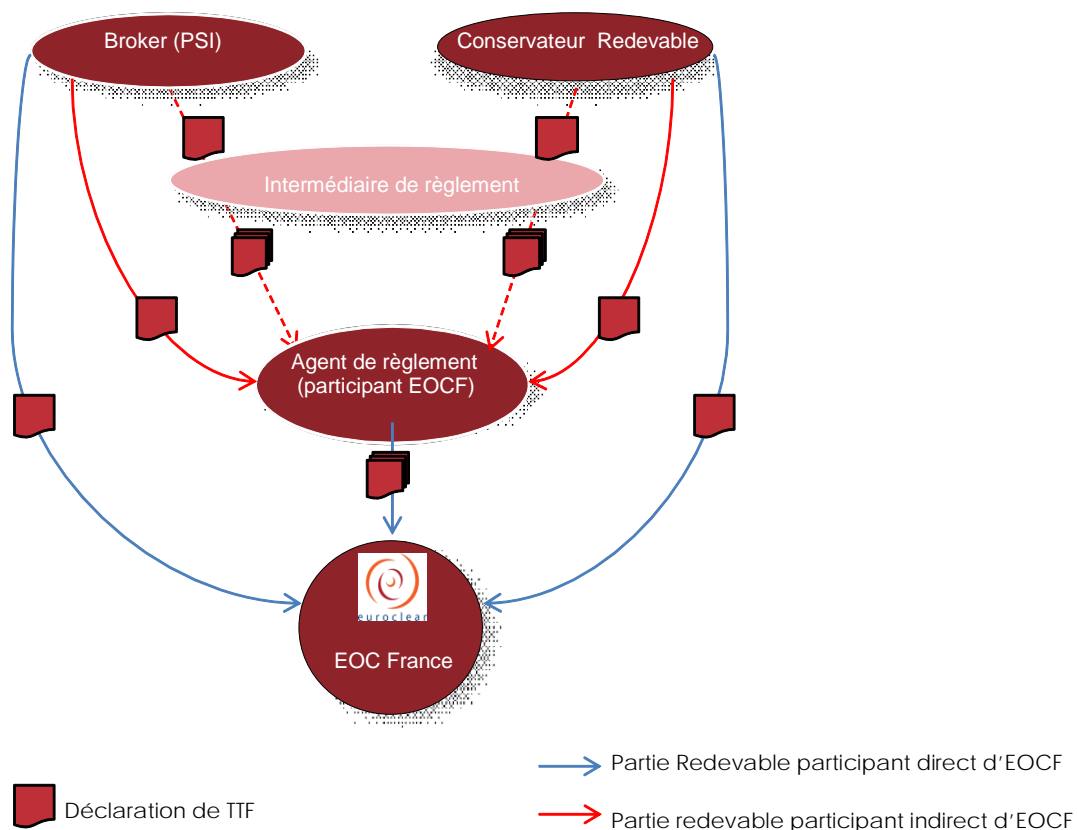
Sur la base de ces principes, Euroclear France établira un calendrier annuel indiquant les dates clés de déclaration et de paiement de la taxe. Pour l'année 2012, EOC a diffusé son calendrier le 01/08/2012, dans une newsletter portant la référence 2012-ON-ESES-0078 (disponible sur le site internet d'Euroclear France).

3.3 Schéma global de la TAT

La loi sur la TAT est appliquée depuis le mercredi 1er août 2012 :

- La TAT s'applique aux transactions négociées à partir du 01/08/2012 (à l'exception du SRD – Cf. point 5.2.2)
 - C'est-à-dire les transactions dénouées les 1, 2 ou 3 août pour les autres marchés et dénouements OTC
 - Le montant de la TAT collectée est déclaré et dû par les parties redevables aux autorités fiscales, sur une base mensuelle, dans le mois (mois de paiement) suivant le mois de l'acquisition.
 - Règle Générale : mois d'acquisition = N → mois de paiement = N+1
 - Exemple : mois d'acquisition = Novembre 2012 → mois de paiement = Décembre 2012
 - La date de dénouement (réelle ou théorique selon l'option retenue par le déclarant) est le facteur déclenchant qui déterminera le mois d'acquisition de la transaction :
 - Exemple:
 - Date de dénouement = 01/11/2012 → mois d'acquisition = Novembre 2012
 - Date de dénouement = 30/11/2012 → mois d'acquisition = Novembre 2012
 - Les transactions (taxées et exemptées) sont enregistrées dans un dossier de déclaration produit par les parties redevables et communiquées par un affilié d'Euroclear France à Euroclear France. La chaîne de communication peut varier selon le type de configuration (décrites dans le schéma ci-après).
 - Communication directe, quand la partie redevable est un affilié d'Euroclear France ;
 - Communication indirecte, quand la partie redevable accède à Euroclear France par l'intermédiaire d'un conservateur (affilié d'Euroclear France) ou la combinaison d'un intermédiaire et d'un conservateur.
 - La forme de la déclaration de TAT transmise entre l'affilié d'Euroclear France et Euroclear France est standard.

Chaîne de relation de la TAT des parties redevables à EOC France :

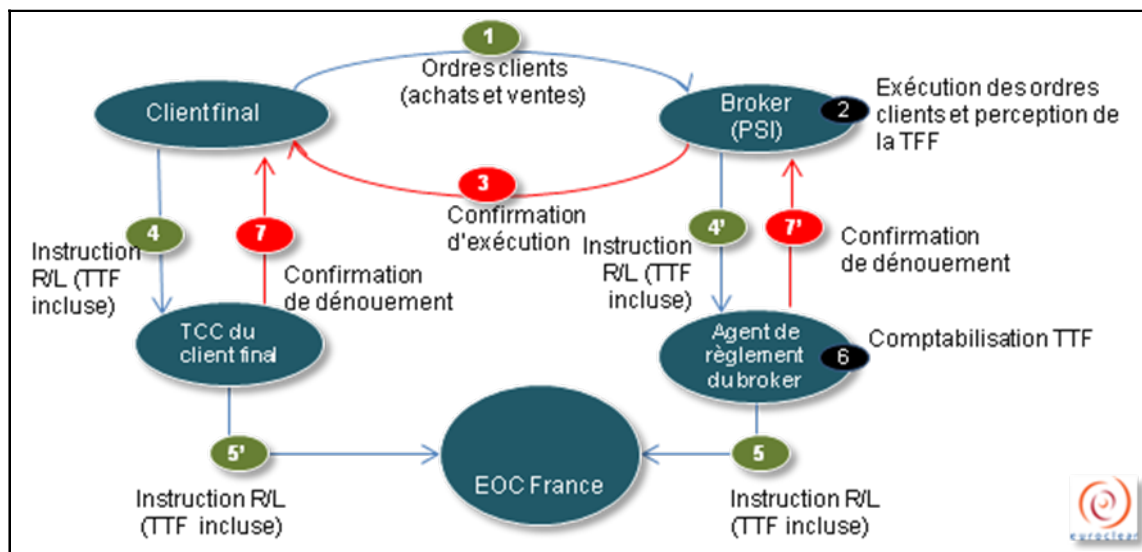


Certaines configurations opérationnelles nécessitent de déléguer des responsabilités concernant la déclaration et le paiement de la TAT à Euroclear France (par exemple, un courtier effectuant une prestation de service pour un client particulier via un RTO et qui délègue la responsabilité des processus TAT à son RTO). Euroclear France accepte ce type de délégation et en détaille les modalités dans son Descriptif de Services Détaillé (DSD).

3.3.1 Transactions avec un PSI – calcul de la TAT à l'ordre

Ce type de calcul et de comptabilisation de la TAT est particulièrement adapté aux investisseurs institutionnels ayant des relations directes avec des courtiers. Dans ce cas, le courtier est le redevable du point de vue légal si l'investisseur n'est pas lui-même un PSI.

Le graphique suivant représente le processus global des ordres et des règlements impliquant différents acteurs de la chaîne de valeur, du bénéficiaire à Euroclear France en prenant en compte les impacts de la TAT.



NOTE : le client peut être le bénéficiaire ou simplement le donneur d'ordre, par exemple dans le cas d'un asset manager qui traite pour un fonds.

Les principaux impacts identifiés sur ce processus sont les suivants :

- Modification du carnet des ordres :
 - Création d'un système calculant la TAT et intégrant le montant de la TAT dans l'avis d'opéré du courtier
 - Communication de l'information sur les opérations exemptées ;
- Modification du référentiel valeur pour identifier les codes ISIN taxables ;
- Mise en place d'un schéma comptable spécifique à la TAT (et un autre schéma distinct si l'agent de Règlement/Livraison a le statut de conservateur intermédiaire) ;
- Modification du carnet des opérations pour intégrer le montant de la TAT sur les confirmations broker ;

- Mise en place d'un champ spécifique pour la TAT dans le système SBI pour communiquer le montant de TAT à payer pour les transactions concernées.

Parmi ces opérations, des corrections peuvent être nécessaires dans différents cas, par exemple :

- Réclamation de clients pour des cas d'exemption : dans ce cas, les demandes sont initiées par le donneur d'ordre au courtier, en indiquant l'exemption ;
- Opérations de netting de fin de journée : dans ce cas, le courtier identifie les opérations concernées, recalcule la TAT sur la base des règles de la position nette acheteuse et génère les opérations corrigées.

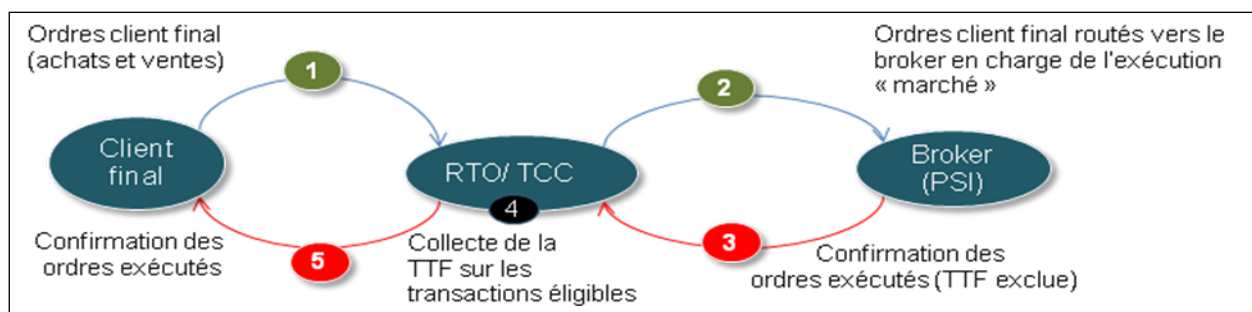
Les opérations et les corrections sont déclarées par le broker via le schéma classique, avec son conservateur ou directement avec Euroclear France.

3.3.2. Transactions avec PSI – calcul de la TAT sur la position nette directement

Ce type de calcul et de comptabilisation de la TAT est a priori plus adapté aux clients particuliers.

Le conservateur/RTO est l'interface entre le client particulier et le PSI en charge de l'exécution des ordres. S'il a l'agrément d'exécution, il est le redevable de la taxe. S'il n'a pas cet agrément, le conservateur/RTO peut jouer plusieurs rôles en lien avec les obligations de la TAT, car le courtier n'a pas de lien avec le bénéficiaire, et ne peut donc pas déterminer la position nette acheteuse, ni identifier les opérations taxables :

- Identification des opérations taxables ;
- Calcul de l'assiette taxable et communication du résultat au courtier ;
- S'il a été décidé d'imputer la TAT au client :
 - Application de la TAT au bénéficiaire ;
 - Comptabilisation de la TAT sur le compte du bénéficiaire ;
 - Communication de l'information de la TAT au bénéficiaire.



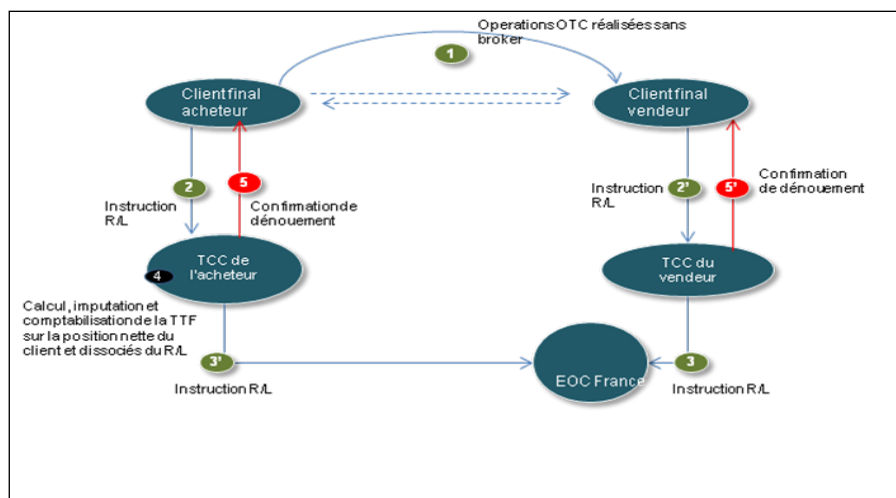
Les principaux impacts sur le processus actuel sont les suivants :

- Modification du référentiel valeurs pour identifier les codes ISIN taxables ;
- Mise en place d'un schéma comptable spécifique ;
- Impact légal : délégation du service de traitement de la TAT à planifier entre le redevable légal (PSI) et l'opérateur technique (le conservateur / RTO) si ce dernier n'a pas l'agrément d'exécution ;
- Mise en place d'un système de calcul de la position nette acheteuse de chaque compte titres du bénéficiaire final afin d'imputer la TAT due en fin de journée
- Modification du système de distribution afin de produire un compte-rendu ou un avis de la TAT prélevée pour le bénéficiaire en fin de journée (si la TAT lui est refacturée directement).

3.3.3. Transactions sans PSI

Dans cette configuration, seul le conservateur du client final prend en charge le processus de la TAT.

Le client final doit être capable, conformément à la loi, de fournir à son conservateur toute l'information nécessaire pour la bonne imputation de la TAT (références des opérations, détails des opérations, et montants de la TAT calculée). _



Impacts sur le processus actuel :

- Mise en place d'un schéma comptable spécifique pour la TAT ;
- Modification du carnet des opérations pour intégrer le montant de la TAT dans la confirmation de dénouement ;
- Mise en place d'un format standard afin que le client acheteur échange l'information avec son conservateur pour les transactions sans PSI ;

- Mise en place de contrôle de cohérence sur les données communiquées.

Il convient de noter que :

- Le client acheteur ou vendeur peut être le client final ou le donneur d'ordre selon le scénario ;
- La confirmation envoyée par le vendeur à l'acheteur devrait être sans TAT alors que celle envoyée par le conservateur à l'acheteur devrait mentionner la TAT.

3.4. Focus sur le rôle et les obligations des conservateurs

Résumé des différents rôles et obligations des parties redevables

Ref #	Rôle	Lien avec Euroclear	Externalisation de la TAT à un autre fournisseur	Responsabilités relatives à la TAT	
				Transaction avec PSI	Transactions sans PSI
1	Courtier	Non significatif	Non	<ul style="list-style-type: none"> • Collecter la TAT • Confirmer le montant de la TAT au donneur d'ordre • Produire la déclaration de TAT • Envoyer la déclaration de TAT et la payer 	N/A
2	Conservateur (conservateur - institutionnel)	Membre indirect Euroclear France (ou via un affilié)	Oui	N/A	<ul style="list-style-type: none"> • Collecter la TAT • Confirmer le montant de la TAT au bénéficiaire ou au donneur d'ordre • Comptabiliser la TAT • Produire la déclaration de la TAT • Envoyer la déclaration de la TAT à son teneur de compte/conservateur et la payer

Ref #	Rôle	Lien avec Euroclear	Externalisation de la TAT à un autre fournisseur	Responsabilités relatives à la TAT	
				Transaction avec PSI	Transactions sans PSI
3	Conservateur (conservateur - institutionnel)	Affilié d'Euroclear France	Non	N/A	<ul style="list-style-type: none"> Collecter la TAT Confirmer le montant de la TAT au bénéficiaire ou au donneur d'ordre Comptabiliser la TAT Produire la déclaration de la TAT Envoyer la déclaration de la TAT à Euroclear France et la payer
4	Conservateur – RTO – clients retail	Membre indirects d'Euroclear France (via un affilié)	Oui	Redevable s'il a l'agrément d'exécution : <ul style="list-style-type: none"> Collecter la TAT Confirmer le montant de la TAT à l'investisseur final Produire la déclaration de la TAT Comptabiliser la TAT 	<ul style="list-style-type: none"> Cas théorique non développé dans ce document
5	Conservateur – RTO – clients retail	Affilié Euroclear France	Non	S'il a l'agrément ou en cas de délégation par le PSI : <ul style="list-style-type: none"> Collecter la TAT Confirmer le montant de la TAT à l'investisseur final Produire la déclaration de la TAT Comptabiliser la TAT Régler la TAT à Euroclear France 	<ul style="list-style-type: none"> Cas théorique non développé dans ce document

3.5. Relation entre le teneur de compte résident et les teneurs de compte non-résidents

De par la loi, c'est le PSI le plus proche du client et agréé pour le service d'exécution pour compte de tiers, qui est responsable de la collecte de la taxe et du reporting à Euroclear.

« VI. – La taxe est liquidée et due par l'opérateur fournissant des services d'investissement, au sens de l'article L. 321-1 du code monétaire et financier, ayant exécuté l'ordre d'achat du titre ou ayant négocié pour son compte propre, quel que soit son lieu d'établissement. »

Cependant la loi prévoit que si la transaction est exécutée sans l'intermédiaire d'un PSI, c'est le teneur de compte de l'investisseur final qui est responsable de la collecte de la taxe et du reporting à Euroclear.

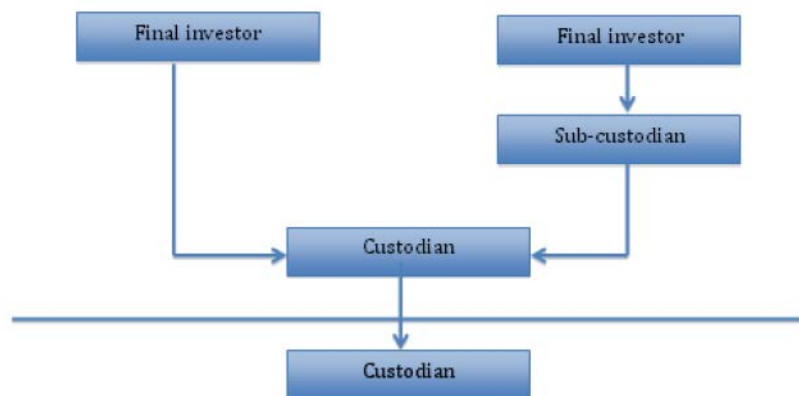
« Lorsque l'acquisition a lieu sans intervention d'un opérateur fournissant des services d'investissement, la taxe est liquidée et due par l'établissement assurant la fonction de tenue de compte-conservation, au sens du 1 de l'article L. 321-2 du même code, quel que soit son lieu d'établissement. L'acquéreur lui transmet les informations mentionnées au VIII du présent article. »

- ❖ **Conséquence : Lorsqu'un achat est exécuté par un broker, le teneur de compte non résident, dans la mesure où soit il ne participe pas à l'acheminement de l'ordre pour exécution soit n'a pas l'agrément d'exécution pour compte de tiers, n'est pas responsable de la collecte de la taxe**

Dans l'industrie des titres, les titres français détenus par un investisseur étranger sont quasiment toujours inscrits dans les livres d'un teneur de compte non résident qui représente les droits de son client auprès du teneur de compte résident.

Dans ce cas, le teneur de compte non résident joue le rôle du teneur de compte, responsable de la collecte de la taxe et du reporting à Euroclear, en l'absence d'un broker.

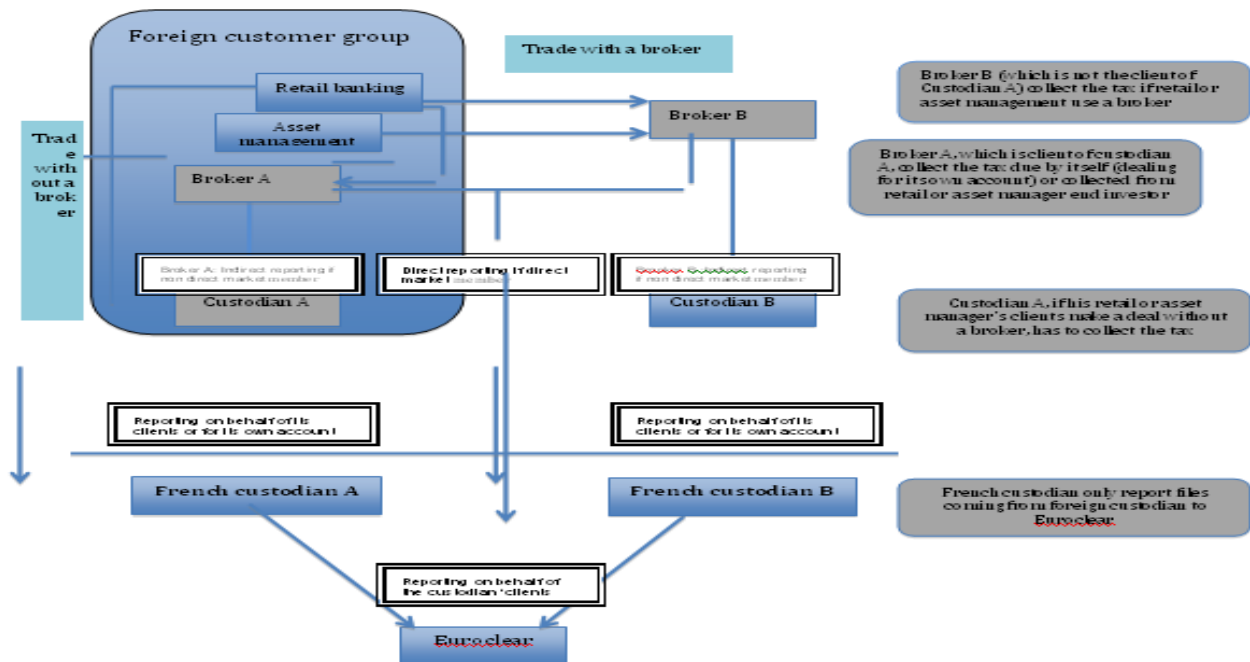
International market



French domestic market

- ❖ **Conséquence : le teneur de compte français n'est jamais responsable de la collecte de la taxe dans le cadre de son activité d'agent de règlement pour le compte du teneur de compte non résident. La seule fonction assurée par le teneur de compte français dans le cadre de la mise en œuvre de la taxe, pour le compte de ses clients non-résidents, consiste à transférer les fichiers de reporting émis par ces derniers à Euroclear et à assurer le paiement de la taxe pour leur compte.**

S'agissant du règlement livraison, le rôle des différents acteurs transfrontaliers peut-être décrit de la façon suivante :



S'agissant de la collecte de la taxe dans le cadre du traitement des opérations sur titre, considérant :

- Qu'aucun broker n'intervient dans le processus
- Qu'il y a toujours un teneur de compte non résident
- Que la loi prévoit que, quand la transaction n'est pas assurée par un broker c'est le teneur de compte qui est responsable de la collecte de la taxe

Le redevable est donc le teneur de compte

- ❖ **Conséquence : Le teneur de compte non résident est responsable de la collecte de la taxe, dans le cadre d'une OST non exonérée. Le teneur de compte résident est simplement responsable de la transmission des caractéristiques de l'opération à son client non résident et notamment du caractère taxable de l'OST.**
- ❖ **Point d'attention : le teneur de compte résident pourrait toutefois vouloir offrir la possibilité à son client non résident de collecter la taxe et d'effectuer le reporting pour son compte. Dans ce cas, le groupe de travail attire l'attention des différents acteurs sur la nécessité de contractualiser cette prestation, le teneur de compte non résident restant, aux yeux de la loi, le redevable et donc responsable devant l'administration fiscale de son propre pays, de la collecte de la taxe.**

4. Considérations juridiques

Premièrement, le groupe de travail considère que les achats avec PSI constituent le cas le plus fréquent, et que les achats sans PSI sont des exceptions.

La loi stipule qu'en l'absence d'un PSI, c'est le teneur de compte-conservateur qui est responsable de la collecte de la TAT et du reporting à Euroclear France.

En conséquence, voici les positions prises par le groupe de travail s'agissant des situations suivantes :

1/ Erreur de calcul du montant de la TAT

Le teneur de compte-conservateur est le redevable de la TAT (et de sa justification) dans le cas d'une transaction exécutée sans PSI. Néanmoins, c'est bien l'investisseur final qui est responsable (déclaration et justification) d'une demande d'exonération de la TAT en regard des articles 235 ter ZD du Code Général des Impôts.

2/ Impacts sur le teneur de compte-conservateur si le broker n'applique pas la TAT

En théorie, si le teneur de compte-conservateur agit aussi en tant que RTO, il doit y avoir un accord contractuel entre le RTO et son broker. Si le RTO n'a pas l'agrément d'exécution, ce contrat aura besoin d'être modifié pour inclure les obligations nouvelles dues à la TAT.

3/ Délégation d'un teneur de compte conservateur vers un autre teneur de compte-conservateur

Le champ de responsabilité doit être clairement défini contractuellement afin de préciser les informations obligatoires que le délégant devra communiquer à son délégué.

4/ Information fournie par le client sur la TAT

Comme les textes officiels finaux ne sont pas encore publiés, il est fortement recommandé pour le moment d'informer au moins le client de l'introduction de la TAT

5. Pratiques de marché

5.1. Liste des codes ISIN taxables

Une liste complète des entreprises incluses dans le périmètre de la TAT a été publiée par les autorités fiscales françaises (Direction de la Législation Fiscale) concernant les entreprises dont le capital est supérieur à 1 milliard d'euros. Cette liste n'inclut pas les codes ISIN.

Sur la base des règles définies dans la loi, la Place a défini la liste des codes ISIN par le biais d'un processus itératif avec les fournisseurs de données du marché engagés pour intégrer et diffuser l'information en lien avec la TAT, NYSE Euronext, Euroclear, et les participants du marché (conservateurs, courtiers, etc.). Cette liste n'est pas considérée comme « officielle », mais constitue davantage une convention entre les participants du marché et diffusée par les fournisseurs de données.

La liste des codes ISIN sera donc fournie par ces fournisseurs de données à la fin de chaque année, au plus tard 3 jours ouvrés avant le 1^{er} janvier et applicable pour l'année suivante (incluant les transactions boursières des 3 derniers jours de l'année se dénouant l'année suivante). Elle sera corrigée et complétée autant que besoin et applicable le 1^{er} janvier de l'année suivante.

Des changements sur la liste des codes ISIN pourront être effectués durant l'année en cas de :

- Nouveau listing sur le marché Nyse Euronext
- Changement de siège social d'une entreprise

L'information additionnelle qui devra être communiquée par les fournisseurs de données via différents médias (écrans, fichiers, etc.) en fonction des niveaux de service sont :

- Eligibilité à la Taxe sur les acquisitions de titres de capital
 - Cet indicateur prendra 2 valeurs : oui, pour les titres dans le périmètre de la TAT, non, pour les titres en dehors du périmètre
- Une date de référence en fonction des dates d'applicabilité de l'éligibilité

Il revient à chaque partie redevable de contrôler que la liste des codes ISIN communiquée par le fournisseur est correcte.

La définition et l'intégration de la liste des codes ISIN dans le processus relève de la responsabilité de la partie redevable, en lien avec son fournisseur de données financières.

5.2. Présentation des différents scénarios

La TAT doit être calculée et appliquée sur une position nette acheteuse (PONA) par jour et par compte titres du bénéficiaire final. Cela signifie que des transactions exécutées par 1 ou n PSI et sans PSI peuvent composer la PONA. Ce sujet n'est donc pas uniquement du ressort du PSI exécutant l'ordre, mais le donneur d'ordres doit également être impliqué.

Le donneur d'ordre doit être entendu comme

- . un RTO (récepteur transmetteur d'ordres) agissant pour le compte d'investisseurs retail
- . ou un investisseur institutionnel
- . ou encore un asset manager agissant pour le compte (par exemple) de fonds

Cette section décrit les différents scénarii selon la typologie du donneur d'ordre final et selon le type de transaction.

5.2.1 Traitement spécifique des investisseurs RETAIL

RAPPELS

La gestion de la TAT, pour les investisseurs particuliers, n'a pas de spécificités particulières, à l'exception de la problématique liée à la mise en œuvre du principe de la compensation des transactions intra journalières. La position nette acheteuse imposable ne peut pas être connue avant la fin de la journée de négociation.

L'objectif de ce paragraphe est de :

- Décrire les trois scénarii qui ont été envisagés, en identifiant les impacts sur:
 - o Le SRD
 - o La collecte des ordres
 - o La conformité MIFID
- Décrire le processus de régularisation.
 - o La répercussion de la TAT au client final
 - o La répercussion de la TAT sur le prix moyen d'acquisition.
- La constitution du fichier déclaratif.

Afin de répondre à ces besoins, trois scénarii sont proposés pour les opérations des clients investisseurs RETAIL dans le cas où les ordres sont transmis par un RTO n'ayant pas l'agrément d'exécution d'ordres.

- Premier scénario : Le PSI ayant l'agrément d'exécution pour compte de tiers prend la TAT au niveau de l'ordre exécuté (ce qui signifie pour chaque achat de titres éligibles) et l'indique dans la confirmation envoyée au RTO. La TAT est payée unitairement sur chaque règlement et réaffectée au client final par le RTO. Un processus de régularisation doit alors être mis en place entre le PSI et le RTO, et entre le RTO et ses clients de manière à rembourser la TAT qui aurait été prélevée en trop en cas de transactions intraday compensées. Le RTO doit remplir le fichier déclaratif pour les régularisations et l'envoyer au PSI, au moins une fois par mois.
- Deuxième scénario: Le principe est de ne pas avoir de traitement de taxation du côté PSI exécutant l'ordre et de laisser le RTO gérer la TAT de son côté, via un processus périodique de calcul de la position nette acheteuse, afin d'appliquer la TAT au niveau du compte titres du client final et de constituer le fichier déclaratif correspondant. Comme la taxe ne fait pas partie du montant du règlement livraison, la TAT doit être réglée au PSI par un autre moyen, au moins une fois par mois.
- Troisième scénario: Là encore, le principe est de ne pas avoir de taxation par le PSI ayant exécuté l'ordre et de laisser le RTO gérer la TAT par son propre système. Mais, contrairement au second scénario, ici la taxation se fait par transaction, ce qui signifie qu'il peut y avoir des régularisations en fin de journée. Comme pour le scénario 2, aucun montant de TAT ne sera payé au PSI par l'intermédiaire du règlement livraison. La TAT devra être réglée au PSI par un autre moyen, au moins une fois par mois.

Lorsque le RTO a l'agrément d'exécution d'ordres pour compte de tiers, il est naturellement le redevable de la Taxe. Les schémas seront donc simplifiés, puisqu'il n'est plus nécessaire de régler le broker pour la taxe.

IMPACTS

Les impacts, dans le cas où le RTO ne dispose pas de l'agrément d'exécution sont différents et dépendent du scénario:

- Dans le scénario 1, le PSI, qui a intégré dans sa confirmation la TAT, reçoit le montant de la TAT via le règlement de l'instruction. En cas de négociations intraday exécutées pour le même client final, le RTO-TCC devra procéder à la réclamation, du montant de TFF trop perçu, au PSI
- Dans le cas de scénarios 2 et 3, le PSI n'intègre pas la TAT dans la confirmation. Le paiement de la TAT doit s'opérer en dehors du règlement par des moyens qui seront dépendants de l'organisation qui sera mise en place entre le PSI et le RTO-TCC.

Cas du multi-PSI : La position nette acheteuse est établie sans tenir compte des PSI. La répartition déclarative entre les PSI repose sur des bases contractuelles entre le RTO-TCC et les PSI.

Afin de limiter les impacts pour les clients ayant effectué des ordres intraday, les scénarii 1 et 3 nécessitent de générer les régularisations au plus tôt; si possible au fil de l'eau.

Le Scénario 2 permet théoriquement un processus de traitement de la TAT mensuel. Cependant, bien qu'un tel traitement réduise le nombre de régularisations pour la clientèle, il augmente le risque en cas de transfert de portefeuille au cours du mois.

Le tableau suivant résume les trois scénarii en fonction des différents aspects :

	Scenario 1: La TAT est collectée à chaque transaction par le PSI	Scenario 2 : La TAT est calculée par le RTO-TCC en dehors de la négociation par un traitement périodique.	Scenario 3: La TAT est collectée à chaque transaction par le RTO-TCC
Comptabilisation	<ul style="list-style-type: none"> Le PSI calcule la TAT au fil de l'eau (0,2% du montant brut de l'achat) La TAT sera prélevée au compte du client soit à l'ordre, soit directement sur la base de la position nette en fonction du processus de régularisation mis en place par le teneur de compte. 	Pas de modification dans la comptabilisation de l'ordre client	<p>Chaque entité doit comptabiliser la TTF prélevée et à régler.</p> <p>Si le RTO est le redevable, il comptabilisera la TTF prélevée face à un compte de règlement à Euroclear.</p> <p>Si le redevable n'est pas le RTO, il doit comptabiliser la TTF en vue de la régler au PSI redevable. Le règlement au PSI redevable se fera sur une base mensuelle, de manière à intégrer les bons montants suite à calcul de PNA.</p>
Traitement de régularisation	<p>Balayage pour un compte titre de toutes les opérations négociées dans la journée sur une même valeur (sans tenir compte des PSI) pour déterminer la position nette acheteuse.</p> <p>Ce traitement sera effectué soit avant la comptabilisation de l'ordre au compte du client, soit après.</p> <p>Régularisation avant la comptabilisation de l'ordre: prise en compte de la TAT nette proratée dans le montant d'acquisition de l'ordre avec extériorisation correcte dans les AO et dans la fiscalité du client.</p> <p>Régularisation après la comptabilisation de l'ordre: régularisation avec remboursement espèces du trop perçu au client et actualisation des PR unitaires des achats et récupération mensuelle du trop prélevé auprès du PSI</p> <p>=> Comme le redevable est le PSI, il est fortement recommandé de pratiser la TAT par achat afin de permettre ensuite la répartition par PSI</p>	<ul style="list-style-type: none"> Balayage pour un compte titre de toutes les opérations négociées dans la journée pour déterminer la position nette acheteuse. (sans tenir compte des PSI) C'est sur cette position que sera calculée la TAT et impactée au client. Reste à définir sur quelle forme (Avis séparé ...). Si le besoin est confirmé, il sera tout à fait possible d'intégrer, dans le traitement, la TAT dans le PMA/PR. A noter que dans ce cas le traitement quotidien est plus adapté. Le traitement mensuel devient compliqué voire très compliqué. 	<p>La Position Nette Acheteuse est calculée en balayant pour un compte titre de toutes les opérations négociées dans la journée pour une même valeur.</p> <p>Si des opérations intraday sont détectées : Régularisation avec remboursement espèces du trop perçu au client et actualisation du prix de revient global de la ligne. Les PSI étant réglés sur une base mensuelle, il n'y a pas de régularisation à effectuer.</p>

<p>Déclarations Euroclear.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le TCC alimente le reporting détaillé pour les ordres intraday et l'envoi au PSI concerné Le PSI agrège les justifications intraday du TCC et les déclarations de TAT prélevées à l'acte avant envoi à Euroclear France <p>A noter: le PSI peut déléguer complètement la préparation du reporting détaillé RETAIL au teneur de compte (ordres intraday et ordres unitaires). Par contre, le versement de la TAT à Euroclear doit se faire obligatoirement par le PSI</p>	<p>En même temps l'alimentation du fichier « Euroclear » par journée de traitement est effectuée (avec mise à jour des éventuels « dès le »). Ce fichier de déclaration et son avis de paiement TAT seront transmis selon les cas soit directement à Euroclear France (pour le compte du PSI) soit au PSI.</p>	<p>Alimentation du fichier « Euroclear » sur une base mensuelle. Ce fichier de déclaration et son avis de paiement TTF seront transmis directement à Euroclear France si le RTO est redevable.</p> <p>Si le redevable n'est pas le RTO, le fichier et l'avis de paiement peuvent également être transmis à Euroclear, si le PSI redevable a donné une délégation au RTO.</p> <p>Dans les autres cas, un fichier avec les éléments attendus par Euroclear (au format Euroclear pour plus de facilité), seront transmis au PSI redevable..</p>
<p>Comptabilisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le PSI calcule la TAT au fil de l'eau (0,2% du montant brut de l'achat) La TAT sera prélevée au compte du client soit à l'ordre, soit directement sur la base de la position nette en fonction du processus de régularisation mis en place par le teneur de compte. 	<p>Pas de modification dans la comptabilisation de l'ordre client</p>	<p>Chaque entité doit comptabiliser la TTF prélevée et à régler.</p> <p>Si le RTO est le redevable, il comptabilisera la TTF prélevée face à un compte de règlement à Euroclear.</p> <p>Si le redevable n'est pas le RTO, il doit comptabiliser la TTF en vue de la régler au PSI redevable. Le règlement au PSI redevable se fera sur une base mensuelle, de manière à intégrer les bons montants suite à calcul de PNA.</p>
<p>Traitement de régularisation</p>	<p>Balayage pour un compte titre de toutes les opérations négociées dans la journée sur une même valeur (sans tenir compte des PSI) pour déterminer la position nette acheteuse.</p> <ul style="list-style-type: none"> Ce traitement sera effectué soit avant la comptabilisation de l'ordre au compte du client, soit après. <p>Régularisation avant la comptabilisation de l'ordre: prise en compte de la TAT nette proratisée dans le montant d'acquisition de l'ordre avec extériorisation correcte dans les AO et dans la fiscalité du client.</p> <ul style="list-style-type: none"> Régularisation après la comptabilisation de l'ordre: régularisation avec remboursement espèces du trop perçu au client et actualisation des PR unitaires des achats et récupération mensuelle du trop prélevé auprès du PSI <p>=> Comme le redevable est le PSI, il est fortement recommandé de proratiser la TAT par achat afin de permettre ensuite la répartition par PSI</p>	<ul style="list-style-type: none"> Balayage pour un compte titre de toutes les opérations négociées dans la journée pour déterminer la position nette acheteuse. (sans tenir compte des PSI) C'est sur cette position que sera calculée la TAT et impactée au client. Reste à définir sur quelle forme (Avis séparé ...). Si le besoin est confirmé, il sera tout à fait possible d'intégrer, dans le traitement, la TAT dans le PMA/PR. A noter que dans ce cas le traitement quotidien est plus adapté. Le traitement mensuel devient compliqué voire très compliqué. 	<p>La Position Nette Acheteuse est calculée en balayant pour un compte titre de toutes les opérations négociées dans la journée pour une même valeur.</p> <p>Si des opérations intraday sont détectées : Régularisation avec remboursement espèces du trop perçu au client et actualisation du prix de revient global de la ligne. Les PSI étant réglés sur une base mensuelle, il n'y a pas de régularisation à effectuer.</p>

<p>Déclarations Euroclear.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le TCC alimente le reporting détaillé pour les ordres intraday et l'envoi au PSI concerné Le PSI agrège les justifications intraday du TCC et les déclarations de TAT prélevées à l'acte avant envoi à Euroclear France <p>A noter: le PSI peut déléguer complètement la préparation du reporting détaillé RETAIL au teneur de compte (ordres intraday et ordres unitaires). Par contre, le versement de la TAT à Euroclear doit se faire obligatoirement par le PSI</p>	<p>En même temps l'alimentation du fichier « Euroclear » par journée de traitement est effectuée (avec mise à jour des éventuels « dès le »). Ce fichier de déclaration et son avis de paiement TAT seront transmis selon les cas soit directement à Euroclear France (pour le compte du PSI) soit au PSI.</p>	<p>Alimentation du fichier « Euroclear » sur une base mensuelle. Ce fichier de déclaration et son avis de paiement TTF seront transmis directement à Euroclear France si le RTO est redevable.</p> <p>Si le redevable n'est pas le RTO, le fichier et l'avis de paiement peuvent également être transmis à Euroclear, si le PSI redevable a donné une délégation au RTO.</p> <p>Dans les autres cas, un fichier avec les éléments attendus par Euroclear (au format Euroclear pour plus de facilité), seront transmis au PSI redevable..</p>
<p>Information Client</p>	<ul style="list-style-type: none"> Deux processus de régularisation sont envisageables: Soit régularisation dès J avant la comptabilisation de l'ordre au compte du client. Dans ce cas l'AO prendra en compte la TAT calculée sur la position nette et proratisée en fonction de la quantité de l'ordre d'achat. Le prix de revient unitaire de l'ordre tiendra compte de la TAT nette et proratisée. Le montant de la TAT sera si possible extériorisé en tant que tel dans l'AO. A défaut, il faudra prévoir une mention générique « dont TAT incluse ». Soit régularisation a posteriori après la comptabilisation de l'ordre au compte du client. Dans ce cas l'AO prendra en compte la TAT unitaire calculée par le broker. Une mention générique indiquera: « dont TAT incluse sous réserve d'opérations intraday ». Un reporting mensuel « régularisations TAT » sera adressé au client et récapitulera l'ensemble des régularisations TAT effectuées dans le mois. 	<ul style="list-style-type: none"> La taxe n'est pas prélevée à l'acte mais peut faire l'objet d'un prélèvement en fin de journée ou de période. L'Avis d'Opéré client ne contient pas la TAT: Une mention générique doit être ajoutée pour indiquer que la TAT sera prélevée plus tard. <p>Un reporting client spécifique TAT sera mis en place pour informer le client des prélèvements TAT effectués.</p>	<ul style="list-style-type: none"> La TAT est prélevée à l'acte et extériorisée sur l'AO du client avec une mention générique « TAT incluse sous réserve d'opération intraday » La TAT est intégrée dans le prix de revient de l'ordre La position Nette Acheteuse est calculée a posteriori (base mensuelle) En cas de PNA, la taxe trop prélevée sera régularisée a posteriori. L'AO initial ne sera pas réfectionné mais un reporting client fin de mois permettra de récapituler l'ensemble des régularisations TAT effectuées.
	<p>Conformité MIFID</p>	<p>Conformité MIFID</p>	<p>Conformité MIFID</p>
<p>Comptabilisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le PSI calcule la TAT au fil de l'eau (0,2% du montant brut de l'achat) La TAT sera prélevée au compte du client soit à l'ordre, soit directement sur la base de la position nette en fonction du processus de régularisation mis en place par le teneur de compte. 	<p>Pas de modification dans la comptabilisation de l'ordre client</p>	<p>Chaque entité doit comptabiliser la TTF prélevée et à régler.</p> <p>Si le RTO est le redevable, il comptabilisera la TTF prélevée face à un compte de règlement à Euroclear.</p> <p>Si le redevable n'est pas le RTO, il doit comptabiliser la TTF en vue de la régler au PSI redevable. Le règlement au PSI redevable se fera sur une base mensuelle, de manière à intégrer les bons montants suite à calcul de PNA.</p>

<p>Traitement de régularisation</p>	<p>Balayage pour un compte titre de toutes les opérations négociées dans la journée sur une même valeur (sans tenir compte des PSI) pour déterminer la position nette acheteuse.</p> <ul style="list-style-type: none"> Ce traitement sera effectué soit avant la comptabilisation de l'ordre au compte du client, soit après. <p>Régularisation avant la comptabilisation de l'ordre: prise en compte de la TAT nette proratisée dans le montant d'acquisition de l'ordre avec extériorisation correcte dans les AO et dans la fiscalité du client.</p> <ul style="list-style-type: none"> Régularisation après la comptabilisation de l'ordre: régularisation avec remboursement espèces du trop perçu au client et actualisation des PR unitaires des achats et récupération mensuelle du trop prélevé auprès du PSI <p>=> Comme le redevable est le PSI, il est fortement recommandé de proratiser la TAT par achat afin de permettre ensuite la répartition par PSI</p>	<ul style="list-style-type: none"> Balayage pour un compte titre de toutes les opérations négociées dans la journée pour déterminer la position nette acheteuse. (sans tenir compte des PSI) C'est sur cette position que sera calculée la TAT et impactée au client. Reste à définir sur quelle forme (Avis séparé ...). Si le besoin est confirmé, il sera tout à fait possible d'intégrer, dans le traitement, la TAT dans le PMA/PR. A noter que dans ce cas le traitement quotidien est plus adapté. Le traitement mensuel devient compliqué voire très compliqué. 	<p>La Position Nette Acheteuse est calculée en balayant pour un compte titre de toutes les opérations négociées dans la journée pour une même valeur.</p> <p>Si des opérations intraday sont détectées : Régularisation avec remboursement espèces du trop perçu au client et actualisation du prix de revient global de la ligne. Les PSI étant réglés sur une base mensuelle, il n'y a pas de régularisation à effectuer.</p>
<p>Déclarations Euroclear.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le TCC alimente le reporting détaillé pour les ordres intraday et l'envoi au PSI concerné <p>Le PSI agrège les justifications intraday du TCC et les déclarations de TAT prélevées à l'acte avant envoi à Euroclear France</p> <p>A noter: le PSI peut déléguer complètement la préparation du reporting détaillé RETAIL au teneur de compte (ordres intraday et ordres unitaires). Par contre, le versement de la TAT à Euroclear doit se faire obligatoirement par le PSI</p>	<p>En même temps l'alimentation du fichier « Euroclear » par journée de traitement est effectuée (avec mise à jour des éventuels « dès le »). Ce fichier de déclaration et son avis de paiement TAT seront transmis selon les cas soit directement à Euroclear France (pour le compte du PSI) soit au PSI.</p>	<p>Alimentation du fichier « Euroclear » sur une base mensuelle. Ce fichier de déclaration et son avis de paiement TTF seront transmis directement à Euroclear France si le RTO est redevable.</p> <p>Si le redevable n'est pas le RTO, le fichier et l'avis de paiement peuvent également être transmis à Euroclear, si le PSI redevable a donné une délégation au RTO.</p> <p>Dans les autres cas, un fichier avec les éléments attendus par Euroclear (au format Euroclear pour plus de facilité), seront transmis au PSI redevable..</p>
<p>Comptabilisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le PSI calcule la TAT au fil de l'eau (0,2% du montant brut de l'achat) La TAT sera prélevée au compte du client soit à l'ordre, soit directement sur la base de la position nette en fonction du processus de régularisation mis en place par le teneur de compte. 	<p>Pas de modification dans la comptabilisation de l'ordre client</p>	<p>Chaque entité doit comptabiliser la TTF prélevée et à régler.</p> <p>Si le RTO est le redevable, il comptabilisera la TTF prélevée face à un compte de règlement à Euroclear.</p> <p>Si le redevable n'est pas le RTO, il doit comptabiliser la TTF en vue de la régler au PSI redevable. Le règlement au PSI redevable se fera sur une base mensuelle, de manière à intégrer les bons montants suite à calcul de PNA.</p>

<p>Traitement de régularisation</p>	<p>Balayage pour un compte titre de toutes les opérations négociées dans la journée sur une même valeur (sans tenir compte des PSI) pour déterminer la position nette acheteuse.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ce traitement sera effectué soit avant la comptabilisation de l'ordre au compte du client, soit après. <p>Régularisation avant la comptabilisation de l'ordre: prise en compte de la TAT nette proratisée dans le montant d'acquisition de l'ordre avec extériorisation correcte dans les AO et dans la fiscalité du client.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Régularisation après la comptabilisation de l'ordre: régularisation avec remboursement espèces du trop perçu au client et actualisation des PR unitaires des achats et récupération mensuelle du trop prélevé auprès du PSI <p>=> Comme le redevable est le PSI, il est fortement recommandé de proratiser la TAT par achat afin de permettre ensuite la répartition par PSI</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Balayage pour un compte titre de toutes les opérations négociées dans la journée pour déterminer la position nette acheteuse. (sans tenir compte des PSI) • C'est sur cette position que sera calculée la TAT et impactée au client. Reste à définir sur quelle forme (Avis séparé ...). Si le besoin est confirmé, il sera tout à fait possible d'intégrer, dans le traitement, la TAT dans le PMA/PR. A noter que dans ce cas le traitement quotidien est plus adapté. Le traitement mensuel devient compliqué voire très compliqué. 	<p>La Position Nette Acheteuse est calculée en balayant pour un compte titre de toutes les opérations négociées dans la journée pour une même valeur.</p> <p>Si des opérations intraday sont détectées : Régularisation avec remboursement espèces du trop perçu au client et actualisation du prix de revient global de la ligne. Les PSI étant réglés sur une base mensuelle, il n'y a pas de régularisation à effectuer.</p>
<p>Déclarations Euroclear.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le TCC alimente le reporting détaillé pour les ordres intraday et l'envoi au PSI concerné <p>• Le PSI agrège les justifications intraday du TCC et les déclarations de TAT prélevées à l'acte avant envoi à Euroclear France</p> <p>A noter: le PSI peut déléguer complètement la préparation du reporting détaillé RETAIL au teneur de compte (ordres intraday et ordres unitaires). Par contre, le versement de la TAT à Euroclear doit se faire obligatoirement par le PSI</p>	<p>En même temps l'alimentation du fichier « Euroclear » par journée de traitement est effectuée (avec mise à jour des éventuels « dès le »). Ce fichier de déclaration et son avis de paiement TAT seront transmis selon les cas soit directement à Euroclear France (pour le compte du PSI) soit au PSI.</p>	<p>Alimentation du fichier « Euroclear » sur une base mensuelle. Ce fichier de déclaration et son avis de paiement TTF seront transmis directement à Euroclear France si le RTO est redevable.</p> <p>Si le redevable n'est pas le RTO, le fichier et l'avis de paiement peuvent également être transmis à Euroclear, si le PSI redevable a donné une délégation au RTO.</p> <p>Dans les autres cas, un fichier avec les éléments attendus par Euroclear (au format Euroclear pour plus de facilité), seront transmis au PSI redevable..</p>
<p>Comptabilisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le PSI calcule la TAT au fil de l'eau (0,2% du montant brut de l'achat) • La TAT sera prélevée au compte du client soit à l'ordre, soit directement sur la base de la position nette en fonction du processus de régularisation mis en place par le teneur de compte. 	<p>Pas de modification dans la comptabilisation de l'ordre client</p>	<p>Chaque entité doit comptabiliser la TTF prélevée et à régler.</p> <p>Si le RTO est le redevable, il comptabilisera la TTF prélevée face à un compte de règlement à Euroclear.</p> <p>Si le redevable n'est pas le RTO, il doit comptabiliser la TTF en vue de la régler au PSI redevable. Le règlement au PSI redevable se fera sur une base mensuelle, de manière à intégrer les bons montants suite à calcul de PNA.</p>

<p>Traitement de régularisation</p>	<p>Balayage pour un compte titre de toutes les opérations négociées dans la journée sur une même valeur (sans tenir compte des PSI) pour déterminer la position nette acheteuse.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ce traitement sera effectué soit avant la comptabilisation de l'ordre au compte du client, soit après. <p>Régularisation avant la comptabilisation de l'ordre: prise en compte de la TAT nette proratisée dans le montant d'acquisition de l'ordre avec extériorisation correcte dans les AO et dans la fiscalité du client.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Régularisation après la comptabilisation de l'ordre: régularisation avec remboursement espèces du trop perçu au client et actualisation des PR unitaires des achats et récupération mensuelle du trop prélevé auprès du PSI <p>=> Comme le redevable est le PSI, il est fortement recommandé de proratiser la TAT par achat afin de permettre ensuite la répartition par PSI</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Balayage pour un compte titre de toutes les opérations négociées dans la journée pour déterminer la position nette acheteuse. (sans tenir compte des PSI) • C'est sur cette position que sera calculée la TAT et impactée au client. Reste à définir sur quelle forme (Avis séparé ...). Si le besoin est confirmé, il sera tout à fait possible d'intégrer, dans le traitement, la TAT dans le PMA/PR. A noter que dans ce cas le traitement quotidien est plus adapté. Le traitement mensuel devient compliqué voire très compliqué. 	<p>La Position Nette Acheteuse est calculée en balayant pour un compte titre de toutes les opérations négociées dans la journée pour une même valeur.</p> <p>Si des opérations intraday sont détectées : Régularisation avec remboursement espèces du trop perçu au client et actualisation du prix de revient global de la ligne. Les PSI étant réglés sur une base mensuelle, il n'y a pas de régularisation à effectuer.</p>
<p>Déclarations Euroclear.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le TCC alimente le reporting détaillé pour les ordres intraday et l'envoi au PSI concerné <p>• Le PSI agrège les justifications intraday du TCC et les déclarations de TAT prélevées à l'acte avant envoi à Euroclear France</p> <p>A noter: le PSI peut déléguer complètement la préparation du reporting détaillé RETAIL au teneur de compte (ordres intraday et ordres unitaires). Par contre, le versement de la TAT à Euroclear doit se faire obligatoirement par le PSI</p>	<p>En même temps l'alimentation du fichier « Euroclear » par journée de traitement est effectuée (avec mise à jour des éventuels « dès le »). Ce fichier de déclaration et son avis de paiement TAT seront transmis selon les cas soit directement à Euroclear France (pour le compte du PSI) soit au PSI.</p>	<p>Alimentation du fichier « Euroclear » sur une base mensuelle. Ce fichier de déclaration et son avis de paiement TTF seront transmis directement à Euroclear France si le RTO est redevable.</p> <p>Si le redevable n'est pas le RTO, le fichier et l'avis de paiement peuvent également être transmis à Euroclear, si le PSI redevable a donné une délégation au RTO.</p> <p>Dans les autres cas, un fichier avec les éléments attendus par Euroclear (au format Euroclear pour plus de facilité), seront transmis au PSI redevable..</p>
<p>Comptabilisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le PSI calcule la TAT au fil de l'eau (0,2% du montant brut de l'achat) • La TAT sera prélevée au compte du client soit à l'ordre, soit directement sur la base de la position nette en fonction du processus de régularisation mis en place par le teneur de compte. 	<p>Pas de modification dans la comptabilisation de l'ordre client</p>	<p>Chaque entité doit comptabiliser la TTF prélevée et à régler.</p> <p>Si le RTO est le redevable, il comptabilisera la TTF prélevée face à un compte de règlement à Euroclear.</p> <p>Si le redevable n'est pas le RTO, il doit comptabiliser la TTF en vue de la régler au PSI redevable. Le règlement au PSI redevable se fera sur une base mensuelle, de manière à intégrer les bons montants suite à calcul de PNA.</p>

<p>Traitement de régularisation</p>	<p>Balayage pour un compte titre de toutes les opérations négociées dans la journée sur une même valeur (sans tenir compte des PSI) pour déterminer la position nette acheteuse.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ce traitement sera effectué soit avant la comptabilisation de l'ordre au compte du client, soit après. <p>Régularisation avant la comptabilisation de l'ordre: prise en compte de la TAT nettement proratisée dans le montant d'acquisition de l'ordre avec extériorisation correcte dans les AO et dans la fiscalité du client.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Régularisation après la comptabilisation de l'ordre: régularisation avec remboursement espèces du trop perçu au client et actualisation des PR unitaires des achats et récupération mensuelle du trop prélevé auprès du PSI <p>=> Comme le redevable est le PSI, il est fortement recommandé de proratiser la TAT par achat afin de permettre ensuite la répartition par PSI</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Balayage pour un compte titre de toutes les opérations négociées dans la journée pour déterminer la position nette acheteuse. (sans tenir compte des PSI) • C'est sur cette position que sera calculée la TAT et impactée au client. Reste à définir sur quelle forme (Avis séparé ...). Si le besoin est confirmé, il sera tout à fait possible d'intégrer, dans le traitement, la TAT dans le PMA/PR. A noter que dans ce cas le traitement quotidien est plus adapté. Le traitement mensuel devient compliqué voire très compliqué. 	<p>La Position Nette Acheteuse est calculée en balayant pour un compte titre de toutes les opérations négociées dans la journée pour une même valeur.</p> <p>Si des opérations intraday sont détectées : Régularisation avec remboursement espèces du trop perçu au client et actualisation du prix de revient global de la ligne. Les PSI étant réglés sur une base mensuelle, il n'y a pas de régularisation à effectuer.</p>
<p>Déclarations Euroclear.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le TCC alimente le reporting détaillé pour les ordres intraday et l'envoi au PSI concerné <p>• Le PSI agrège les justifications intraday du TCC et les déclarations de TAT prélevées à l'acte avant envoi à Euroclear France</p> <p>A noter: le PSI peut déléguer complètement la préparation du reporting détaillé RETAIL au teneur de compte (ordres intraday et ordres unitaires). Par contre, le versement de la TAT à Euroclear doit se faire obligatoirement par le PSI</p>	<p>En même temps l'alimentation du fichier « Euroclear » par journée de traitement est effectuée (avec mise à jour des éventuels « dès le »). Ce fichier de déclaration et son avis de paiement TAT seront transmis selon les cas soit directement à Euroclear France (pour le compte du PSI) soit au PSI.</p>	<p>Alimentation du fichier « Euroclear » sur une base mensuelle. Ce fichier de déclaration et son avis de paiement TTF seront transmis directement à Euroclear France si le RTO est redevable.</p> <p>Si le redevable n'est pas le RTO, le fichier et l'avis de paiement peuvent également être transmis à Euroclear, si le PSI redevable a donné une délégation au RTO.</p> <p>Dans les autres cas, un fichier avec les éléments attendus par Euroclear (au format Euroclear pour plus de facilité), seront transmis au PSI redevable..</p>

Remarques :

Ces scénarios partent du principe que la TAT soit répercutée au client en tant que telle. La DLF a confirmé le 04/07/2012 que la TAT ne pouvait être soumise à la TVA puisqu'il s'agit d'une taxe acquittée par le redevable au nom et pour le compte de l'acquéreur des titres.

La possibilité d'intégrer la TAT dans la commission bancaire ou le courtage n'a pas été étudiée..

5.2.2. Cas particulier du retail – les ordres SRD

Concernant les opérations au SRD (Système à Règlement Différé), la TAT s'appliquera à la position nette fin de mois (à savoir, pour un mois donné, le solde de liquidation), par compte titres du client final. La « patte marché » (les opérations passées au comptant par le négociateur et enregistrées sur un compte lui appartenant) sera quant à elle exonérée de taxe. Sauf information ultérieure, il s'agit d'exonération et non de « hors champ », ce qui signifie que ces opérations devront faire l'objet d'une déclaration à destination d'Euroclear France.

Modalités de calcul de la position nette servant à l'application de la TAT

La position nette utilisée est donc le solde de liquidation constitué des Achats/Ventes SRD ainsi que des ordres de prorogations de même date de dénouement.

Dans l'exemple ci-dessous, le client final retail, après avoir prorogé pendant deux liquidations, décide de lever sa position :

Le 16/08, achat SRD 100 titres contre 2000 €

Le 28/08, le client proroge sa position : ordre de prorogation « ici » pour 100 titres contre 1800 €

La position nette en titres est donc égale à 0 : pas de TAT au titre du mois août, ni de déclaration

Le 28/08, prise en compte du “là-bas” dans le solde de liquidation : 100 titres contre 1800 €

Le 03/09, vente SRD de 50 titres contre 1100 €

Le 25/09, le client proroge sa position restante : ordre de prorogation de 50 titres contre 850 €

La position nette en titres est donc égale à 0 : pas de TAT au titre du mois de septembre, ni de déclaration

Le 25/09, prise en compte du “là-bas” dans le solde de liquidation : 50 titres contre 850 €

La position nette en titres est donc égale à 50 : le montant de la TAT à verser au titre du mois d'octobre est de (0,85€ = 0,01% de 850€)

En conclusion, il n'y a pas de TAT à prélever tant que le client proroge la quantité restante.

La ligne dans la déclaration au titre du mois d'octobre pour cette position nette sera :

Mois : octobre	
Transaction external number	1
Reference of the transaction	SRD A1
Type of declaration	S
Netted transaction flag	Y
ISIN code	FR0000xxxxx
Trade Date	25/10/2012
Settlement Date	31/10/2012
Quantity	50
Unit of quantity	UNT
Cash amount	850
Taxable Flag	Y
Exoneration code	
Tax amount	0,85
Place of trade	XPAR
Narrative	SRD

Scénario recommandé dans le cas des ordres SRD

Si le RTO n'est pas le redevable, la position nette utilisée pour la TAT étant le solde de liquidation, le scénario recommandé consiste en une délégation du calcul au conservateur agissant comme RTO par le négociateur (à l'instar du scénario 2 présenté ci-dessus). Cette recommandation découle de la volumétrie de régularisations bien trop importante à laquelle le négociateur et le TCC seraient confrontés dans le cas d'un calcul à l'acte par le négociateur.

Plus précisément cela se traduit par :

- pas de calcul de la TAT par le négociateur à chaque achat SRD (TAT à zéro) → en conséquence, le montant de la TAT n'étant pas un des éléments de la confirmation, il ne sera pas inclus dans le montant du dénouement fin de mois
- la TAT devra donc être versée par le RTO-TCC au broker hors système de dénouement, selon des modalités à fixer entre eux
- de la même manière, il appartient au RTO-TCC de produire le fichier de déclarations (constitué des positions nettes) pour le compte du négociateur.

Particularité du mois d'août 2012

Il a été convenu que seules les opérations négociées à partir du 1er août (date de mise en application de la TAT) seraient concernées. Pour autant, la particularité des ordres SRD est d'avoir un calendrier ne s'exprimant pas en mois calendaires mais en mois de liquidation, il a donc été décidé, pour des raisons de simplification, que les ordres SRD passés dans les tous derniers jours de juillet mais ayant une date de dénouement fixée au dernier jour du mois d'août seraient pris en compte. La base nette utilisée pour le mois d'août 2012 correspondra donc au solde de liquidation.

5.2.3. Cas général pour les investisseurs institutionnels

Dès lors que le TCC n'agit pas en tant que RTO, il ne peut pas être considéré comme redevable de la TAT. Étant donné que le TCC n'est pas impliqué dans le processus de collecte de la taxe, le scénario proposé est celui par lequel le broker applique la TAT sur chaque achat et reçoit le montant lors du règlement.

Eligibilité de la transaction

Il est de la responsabilité de l'investisseur institutionnel de déterminer si la transaction est assujettie ou pas à la TAT et de fournir l'information nécessaire au broker (à préciser : le type d'information attendue par le broker du fait que celui-ci reste le « redevable »). Etant donneur d'ordre, l'investisseur institutionnel seul connaît les raisons de l'achat.

En cas de régularisation, l'investisseur institutionnel communiquera ses informations selon les formats demandés par le broker, en relation avec les demandes formulées par Euroclear France, afin de permettre au broker d'inclure les régularisations dans le reporting qu'il produit lui-même.

La position nette intra journalière

Coté broker :

Le broker appliquera la TAT sur chaque transaction : le broker doit confirmer immédiatement l'exécution alors qu'il ne sait pas ce qu'il adviendra plus tard dans la journée, et souvent ne connaît pas le client final.

Il appartient à la partie donneur d'ordre de déterminer si le montant de la TAT doit être netté par des opérations de ventes exécutées le même jour et pour le même bénéficiaire (client/fonds/compte).

Cas d'un investisseur institutionnel client de plusieurs brokers :

Lorsque le donneur d'ordres réalise simultanément un ou plusieurs achats par un Négociateur pour compte de tiers et une ou plusieurs ventes par un autre Négociateur pour compte de tiers, il peut estimer que ces différentes opérations doivent être compensées pour donner lieu au calcul d'une position nette acheteuse.¹

Dans ces situations, le Négociateur pour compte de tiers qui a réalisé les achats, et qui en conséquence prélève et déclare la TAT, ne dispose, au regard de l'état actuel des textes, d'aucun moyen pour procéder lui-même à une régularisation : de telles régularisations ne sont en effet possibles que pour les opérations effectuées par lui. Il faut donc que le donneur d'ordres agisse directement auprès de l'Administration fiscale, par voie de réclamation, en apportant la preuve des opérations effectuées pour son compte et de la TAT qu'il a supporté.

5.2.4. Cas spécifique pour les investisseurs institutionnels sociétés de gestion

La spécificité réside dans le fait qu'ici, il existe une distinction claire entre la partie donneur d'ordre (la société de gestion) et le bénéficiaire final (fonds, particuliers ou autre investisseur institutionnel)

L'exemple ci-dessous ne fonctionne que si la société de gestion n'est pas elle-même le redevable.

Eligibilité de la transaction

En tant que partie donneur d'ordre, la société de gestion est responsable de l'information communiquée au broker de toute exemption concernant les ordres transmis au broker.

En ce qui concerne les ordres blocs, la société de gestion devra communiquer au broker le détail des transactions taxables et des transactions exemptées.

Pour les ordres blocs comme pour les ordres unitaires, le broker enverra à la société de gestion une confirmation incluant toute l'information détaillée concernant la TAT.

Outsourcing du Middle Office

¹ Lorsqu'une vente ou plusieurs ventes viennent netter une position, il est recommandé toutefois d'utiliser le même broker afin de faciliter le processus de netting.

Lorsque le matching broker (appariement des ordres) ou le trade processing est sous-traité, cette confirmation sera également communiquée au Middle Office.

La position nette intra journalière

Coté broker :

Le broker appliquera la TAT sur chaque transaction : le broker doit confirmer immédiatement l'exécution alors qu'il ne sait pas ce qu'il adviendra plus tard dans la journée, et souvent ne connaît pas le client final

Il appartient à la partie donneur d'ordre de déterminer si le montant de la TAT doit être netté par des opérations de ventes exécutées le même jour et pour le même bénéficiaire (client/fonds/compte).

Cas de l'utilisation de plusieurs brokers :

Lorsque le donneur d'ordres réalise simultanément un ou plusieurs achats par un Négociateur pour compte de tiers et une ou plusieurs ventes par un autre Négociateur pour compte de tiers, il peut estimer que ces différentes opérations doivent être compensées pour donner lieu au calcul d'une position nette acheteuse.²

Dans ces situations, le Négociateur pour compte de tiers qui a réalisé les achats, et qui en conséquence prélève et déclare la TAT, ne dispose, au regard de l'état actuel des textes, d'aucun moyen pour procéder lui-même à une régularisation : de telles régularisations ne sont en effet possibles que pour les opérations effectuées par lui. Il faut donc que le donneur d'ordres agisse directement auprès de l'Administration fiscale par voie de réclamation en apportant la preuve des opérations effectuées pour son compte et de la TAT qu'il a supporté.

Demande générale

Transparence : le montant de la taxe payée doit être identifié et mentionné séparément pour des besoins d'audit. Le montant de la taxe sera indiqué dans l'avis d'opéré/avis d'exécution ou communiqué avec suffisamment d'information quotidiennement afin de permettre les réconciliations.

Plus values réalisées :

Les fonds calculeront les plus values qu'ils distribueront selon les normes comptables des fonds en vigueur.

² Lorsqu'une vente ou plusieurs ventes viennent netter une position, il est recommandé toutefois d'utiliser le même broker afin de faciliter le processus de netting.

5.3. Transactions sans PSI

Ce chapitre concerne les transactions opérées sans intervention d'un PSI (Prestataire de Services d'Investissement). Pour celles-ci, la loi stipule que le teneur de compte conservateur (TCC) de l'investisseur final est le redevable. Pour permettre au TCC de remplir ses obligations vis-à-vis des autorités, la procédure opérationnelle sera précisée dans ce chapitre.

Note: Ce chapitre concerne plus particulièrement les investisseurs institutionnels. La procédure opérationnelle pour les transactions sans PSI pour les investisseurs particuliers (retail) n'est pas développée dans ce document car le cas est jugé très marginal.

5.3.1. Les textes juridiques

5.3.1.1. Le texte de loi

(20) « VI. – La taxe est liquidée et due par l'opérateur fournissant des services d'investissement, au sens de l'article L. 321-1 du code monétaire et financier, ayant exécuté l'ordre d'achat du titre ou ayant négocié pour son compte propre, quel que soit son lieu d'établissement.

(21) « Lorsque l'acquisition a lieu sans intervention d'un opérateur fournissant des services d'investissement, la taxe est liquidée et due par l'établissement assurant la fonction de tenue de compte-conservation, au sens du 1 de l'article L. 321-2 du même code, quel que soit son lieu d'établissement. L'acquéreur lui transmet les informations mentionnées au VIII du présent article.

5.3.1.2. L'instruction fiscale

Chapitre 3: modalités de taxation – Section 1: redevable – Point 43

43. Pour les acquisitions réalisées sans l'intervention d'un PSI, la taxe est due par l'établissement assurant la fonction de tenue de compte-conservation au sens du 1 de l'article L.321-2 du COMOFI, quel que soit son lieu d'établissement. L'acquéreur transmet les informations utiles à l'établissement de la taxe. L'établissement assurant la fonction de tenue de compte-conservation présume le caractère taxable des acquisitions lorsque l'acquéreur ne lui transmet pas d'informations sur l'existence d'acquisitions de titres exonérées.

5.3.2. Procédure Opérationnelle

Comme indiqué dans le texte de loi ci-dessus, dans le cas de transactions sans PSI, le teneur de compte conservateur (TCC) de l'investisseur final devient le redevable et doit déclarer et payer la TAT, sur base des informations qui lui auront été fournies par le bénéficiaire final.

En effet, s'agissant du teneur de compte conservateur, il faut observer qu'il est souvent dans l'incapacité de déterminer si une opération de livraison qui le conduit à inscrire des titres au compte d'un client est une opération pour laquelle il lui appartient de prélever ou non la TAT. Notamment parce qu'il ne peut pas savoir si cette livraison fait suite ou non à une acquisition à titre onéreux conduisant à un transfert de propriété et dans ce cas, si la TAT a ou non déjà été prélevée par le prestataire de services d'investissement qui aurait assuré l'exécution de l'ordre. Dans ces situations, le teneur de compte conservateur ne peut remplir les obligations qui lui incombent en tant que redevable juridique que si l'acquéreur, redevable économique, lui fournit spontanément les informations nécessaires à l'établissement de la TAT. Ainsi sans information en ce sens donnée par le titulaire du compte sur lequel, en suite d'une livraison de titres, sont matérialisées des inscriptions en compte, il n'appartient pas au teneur de compte conservateur d'appliquer la TAT. Ce dernier est alors en droit de présumer que, soit la TAT a été prélevée par un prestataire de services agissant pour compte propre ou pour compte de tiers, soit l'opération n'est pas assujettie car ne matérialisant pas un transfert de propriété.

Le teneur de compte conservateur a la possibilité (mais non l'obligation) de relancer ses clients, à une fréquence à définir, pour s'assurer que les transactions reçues ont déjà été taxées (ou exemptées) et déclarées par un PSI. Les modalités de ces relances seront à préciser dans le contrat bilatéral qui sera signé entre le teneur de compte et ses clients.

Le rôle du TCC peut être double quand il n'y a pas de PSI dans la chaîne de dénouement :

1. Le TCC agit en tant que simple intermédiaire dans la chaîne de dénouement → il n'est pas le redevable

Dans ce cas, quand le TCC n'est qu'un intermédiaire dans la chaîne de dénouement (ex : le TCC d'un sous-conservateur). Son rôle est identique à celui indiqué quand il y a un PSI dans la chaîne de dénouement. Pour de plus amples informations sur ce rôle, veuillez vous référer au « Descriptif Détaillé de Service ESES – Taxe sur les acquisitions de titres de capital – Version 1.2 » d'Euroclear France.

2. Le TCC est le teneur de compte de l'investisseur final → il est le redevable

Quand le TCC détient le compte de l'investisseur final, la procédure opérationnelle à suivre est celle explicitée ci-dessous.

Dans cette situation, et pour autant que l'acheteur ne soit pas passé par un autre prestataire de services d'investissement ou qu'il n'a pas lui-même la qualité de prestataire de service d'investissement, le redevable devrait alors être le teneur de compte conservateur de l'acquéreur.

Dans cette procédure opérationnelle, l'investisseur final devra (i) informer son TCC qu'il n'y a pas de PSI dans la chaîne de règlement-livraison et (ii) lui fournir toutes les informations nécessaires pour lui permettre de déclarer et payer la TAT aux Autorités Fiscales Françaises.

Dès lors que l'investisseur final indiquera à son teneur de compte conservateur qu'une acquisition a eu lieu sans l'intervention d'un PSI, le teneur de compte considérera l'instruction comme taxable, et collectera la TAT en conséquent.

Dans les circonstances où l'acquéreur transmettrait à son teneur de compte les informations nécessaires au recouvrement et à la déclaration de la TAT mais qu'il omettrait d'informer son teneur de compte que l'opération concernée tombe dans un des cas d'exonération prévus par la loi (catégorie d'exemption à préciser par l'acquéreur), alors le teneur de compte conservateur de l'acquéreur devra considérer par défaut que l'opération concernée est taxable.

5.3.2.1. Procédure opérationnelle – Investisseurs Institutionnels

NB: Ce chapitre ne traite que du teneur de compte conservateur détenant le compte de l'investisseur final, comme mentionné ci-dessus.

NOTE: La procédure décrite ci-dessous devra être considérée comme informative uniquement. Il reste à la charge de chaque teneur de compte de définir sa propre procédure en fonction de ses besoins et, le cas échéant, des besoins de ses agents de règlement/livraison ou sous-conservateurs membres d'Euroclear France.

La procédure pour reporter les informations nécessaires serait la suivante:

1 – L'information qu'il n'y a pas de PSI dans la chaîne de dénouement

L'investisseur final devra envoyer une déclaration à son TCC qui contiendra les informations mentionnées ci-dessous. Rien ne doit être mentionné dans l'instruction de règlement / livraison, car le TCC n'effectuera pas de contrôles sur celle-ci (ex : présence ou absence de PSI dans la chaîne). La réception de la déclaration par le TCC sera la preuve qu'il n'y a pas de PSI agissant en tant qu'intermédiaire. Le TCC, redevable dans ce cas, devra donc compléter et transmettre la déclaration reçue de l'investisseur final aux Autorités Fiscales françaises.

2 – La déclaration

Pour permettre au teneur de compte de pouvoir collecter la TAT et déclarer les transactions sans PSI aux Autorités Fiscales Françaises, l'investisseur final devra lui fournir, à minima, les informations suivantes :

a) Informations requises par Euroclear France (obligatoires) (cf « DSD TAT d'Euroclear France »)

- **Ecritures répétitives (une par transaction déclarée)**

- Référence de la transaction ³
- Type de transaction (S, R, C, A)
- Indicateur de transaction compensée
- Code ISIN
- Date de négociation
- Date de dénouement
- Quantité
- Unité de quantité
- Montant espèces

³ Même référence que l'instruction de règlement-livraison

- Indicateur d'imposition
- Motif d'exonération (de 1 à 9)
- Montant de la TAT ⁴
- Place de négociation

b) Informations requises par le teneur de compte

- Code BIC de la place de dénouement
- Code BIC de l'investisseur final dans les livres du TCC
- Numéro de compte espèces (en Euro) dans les livres du TCC
- Montant total de la TAT à débiter

** Un champ manquant ou incorrect résultera en un rejet du fichier de déclaration par le teneur de compte*

Une fois toutes ces informations obtenues, le teneur de compte pourra collecter la TAT et créer son propre fichier qui sera adressé (directement ou indirectement selon la chaîne d'intermédiaires) à Euroclear France.

Pour se faire, le teneur de compte:

- Utilisera les informations fournies en b) pour identifier le client concerné dans ses livres
- Remplira son propre fichier avec les informations fournies en a) dans les écritures répétitives
- Ajoutera la ligne 13 (Numéro externe de la transaction) dans les écritures répétitives

Si le teneur de compte est un affilié direct d'Euroclear France, il :

- Ajoutera l'en-tête au fichier de déclaration Euroclear France avec :
 - Son code affilié en Euroclear France
 - Le code Crédit / Débit
 - Le Montant total de la taxe
 - Le nombre d'enregistrements
 - La date d'envoi
 - Le mois de paiement
 - La référence de la déclaration
 - Les informations sur le redevable : code BIC + nom + adresse + pays
 - Le numéro de TVA intracommunautaire du redevable

Une fois le fichier complété, le teneur de compte adressera son fichier à Euroclear France et débitera le compte espèces de son client (mentionné en b) avec le montant total de TAT à débiter (mentionné en b).

La fréquence d'envoi de la déclaration, le format technique de la déclaration, et / ou toute autre information nécessaire au teneur de compte pour un traitement optimal du fichier de déclaration de la TAT, devront être agréés contractuellement entre l'investisseur final et son teneur de compte, et au besoin, entre le teneur de compte et son agent de règlement / livraison ou son sous-conservateur.

⁴ Comme le TCC est le redevable, il lui est fortement recommandé de vérifier le montant de la TAT fourni par le client

c) Déclaration manquante ou incorrecte

Si le teneur de compte ne reçoit pas de déclaration de la part de l'investisseur final, il ne pourra pas savoir qu'il n'y avait pas de PSI dans la chaîne de dénouement, et qu'une collecte et déclaration de TAT étaient nécessaires. De facto, le teneur de compte ne pourra pas adresser de relance à l'investisseur final.

Dans le cas où les Autorités fiscales françaises identifieraient qu'une déclaration est manquante ou incorrecte, ils contacteraient le teneur de compte redevable qui, à son tour, se retournerait vers l'investisseur final (le responsable vis-à-vis des autorités fiscales resterait bien le redevable teneur de compte).

5.3.2.2. Position nette journalière pour les transactions sans PSI

La position nette journalière pour les transactions sans PSI peut être calculée par le redevable, qui est le teneur de compte de l'investisseur final, sous réserve que l'investisseur le requiert explicitement. La demande, par l'investisseur final à son teneur de compte conservateur, de netting de ses positions doit se faire via les moyens de communication agréés entre eux.

En l'absence d'une telle demande provenant de son client, le teneur de compte de l'investisseur final NE PROCEDERA PAS à un netting journalier des positions indiquées dans les transactions composant le calcul de la TAT.

Dans le cas d'une transaction nettée, le teneur de compte devra déclarer toutes les transactions qui ont composé ce net : il faut caler la déclaration sur le calcul. Si on accepte de taxer sur une position nette alors on déclare une seule ligne correspondant à la position nette (résultant des acquisitions et des cessions) dans le fichier tout en gardant le détail à disposition pour un éventuel contrôle de l'administration. Si on ne nette pas alors on taxe et déclare chaque acquisition, ligne par ligne.

5.4 Analyse de l'implémentation et des impacts de la TAT sur le traitement des Opérations sur Titres

5.4.1- Préalable

L'analyse réalisée en matière d'impacts de la mise en œuvre de la TAT sur les opérations sur titres a reposé sur les textes réglementaires disponibles et notamment sur leur lecture et commentaires par l'AMAFI.

Parmi les principes généraux, ceux ayant tout particulièrement guidé cette analyse sont les suivants sur lesquels nous avons obtenu la confirmation de l'Observatoire de la Fiscalité :

- Les règles générales de la TAT décrites dans les autres chapitres du White Paper s'appliquent aussi aux OST,
- Les valeurs taxables seront connues des acteurs par un indicateur dans les caractéristiques valeurs diffusées par SIX Financial,

- Les opérations taxables sont celles dans le cadre desquelles l'acquisition d'actions est réalisée à titre onéreux, et s'entend de l'achat, de l'exercice d'une option, de l'échange ou de l'attribution en contre partie d'apport, voire de remboursements de titres de créances en titres de capital de société éligibles qui seront expressément visés par le BOI TCA-FIN 2012-09-12 (et non par l'art 235 ter zd du CGI).
- Toute opération d'émission d'actions nouvelles est exonérée (cas 1 d'exonération) et non pas seulement celles relevant d'une opération dite de « marché primaire».
- Les achats à titre onéreux de BSA (donc après leur émission) et de DPS entrent dans le champ d'application de la TAT dans la mesure où ce sont des titres financiers de capital (L. 212-1 A du CoMoFi) et qu'ils sont admis aux négociations d'un marché réglementé. De même, les exercices de BSA comme les exercices de DPS entrent bien dans le champ d'application de la TAT, et peuvent être exonérés si la souscription confère des actions nouvelles (exemption n°1). Dans certains cas, il pourrait y avoir également livraison de titres anciens lors d'exercice de bons.

Une acquisition à titre onéreux doit faire l'objet d'un transfert de propriété pour que l'opération soit soumise à la TAT. A titre d'exemple, dans le cas d'obligations convertibles détenues pour compte propre par l'émetteur des obligations, l'opération de conversion par l'émetteur de ses propres obligations en actions ne sera pas soumise à la TAT.

Au-delà de ces grands principes, l'analyse présentée dans le tableau joint en annexe a été validé par l'Observatoire de la fiscalité.

Nous souhaitons attirer l'attention sur la nécessité d'ajouter dans les données relatives aux annonces d'opérations quatre critères relatifs à l'analyse de la TAT à diffuser par l'Emetteur via le centralisateur de l'OST

1 - Champ d'application : Y/N (oui/non)

2 - Exonération : Y/N, (oui/non /inconnue),

NOTA :U (inconnue) Dans certaines opérations, l'émetteur se garde la possibilité de délivrer, à son choix, soit des actions nouvelles, soit des actions existantes. Dans ce cas, le centralisateur communiquera au TCC, au fil des distributions d'actions, l'information conditionnant l'application du bénéfice éventuel de l'exonération. Cette procédure sera intégrée dans un document décrivant la pratique du marché français.

3 - Cas d'exonération : numérotés de 1 à 9 Depuis le **décret n°2012-956 du 6 août 2012**, le cas d'exonération numéro 9 **n'a plus** à être déclaré au dépositaire central,

4 - L'assiette de prélèvement.

A noter que l'assiette de prélèvement figure aussi dans le tableau AFTI des OST éligibles et dans le BOI TCA-FIN 2012-09-12 (point 48 page 12).

L'assiette de prélèvement pourra être annoncée comme un montant ou, dans le cas des obligations convertibles ou remboursables en actions par exemple, comme une règle de calcul.

L'assiette de la TAT pourra être différente de celle servant à déterminer le prix de revient. Et la TAT calculée devra être intégrée à ce prix de revient lorsque le redevable légal la refacture au client final acquéreur des titres.

Ces quatre informations devront être véhiculées :

- Par le centralisateur dans le formulaire unique,
- Par Euroclear dans les informations ESES (Securities Info) puis dans les messages d'annonces MT564,
- Par NYSE Euronext dans les notices,,
- Par les fournisseurs d'information dans leurs annonces.

5.4.2 - Synthèse de l'analyse :

L'analyse détaillée des OST, identifiées dans le tableau joint par leur code ISO, conduit au constat suivant en application des principes rappelés plus haut :

- 1 - Une partie non négligeable des OST est écartée du champ d'application de la TAT, ces opérations ne se traduisant pas par une acquisition d'actions à titre onéreux.
- 2 - Parmi les OST relevant du champ d'application de la TAT, une part notable fait l'objet d'exonération car se traduisant par une acquisition d'actions créées (souscrites) à l'occasion de l'opération. Pour mémoire, les OST exonérées demeurent néanmoins concernées par les diligences déclaratives.
- 3 - Certaines OST peuvent donner lieu à prélèvement de la taxe notamment sur des produits de créance avec remboursement en titres éligibles.

Ces produits sont émis par des établissements financiers étrangers et s'appuient sur une ou plusieurs valeurs qui peuvent entrer dans le champ de la TAT.

A noter que dans ces opérations, comme dans celles initiées par des émetteurs français, il est de la responsabilité de l'émetteur de diffuser les quatre critères d'analyse de la TAT (cf. 5.4.4 – Processus opérationnel).

Globalement, les OST conduisant à un prélèvement de TAT sont finalement peu nombreuses. En effet, l'application des règles conduit à ce que la plus grande partie des OST se trouve, soit hors champ d'application de la TAT, soit concernée par un des cas d'exonération.

La mise en œuvre de la TAT se traduit donc par une charge importante et un très grand volume de déclarations détaillées des réponses aux OST à transmettre par les TCC, pour un impact financier de prélèvement de TAT relativement réduit. Il semble donc qu'il y ait un fort déséquilibre entre le résultat de l'application de la TAT et le coût des développements à mettre en œuvre puis des traitements à réaliser par la communauté financière.

5.4.3 – Propositions

Pour les OST entrant dans le champ d'application de la TAT, ce n'est pas l'émetteur, ou son mandataire en charge de la centralisation de l'OST, qui est en charge des diligences TAT. C'est le redevable de la TAT qui est en charge des calculs, des déclarations et des prélèvements à réaliser à partir des informations sur l'OST fournies par l'émetteur et éventuellement le marché.

Il est en revanche de la responsabilité de l'émetteur de communiquer, ou de charger son mandataire de communiquer, les informations relatives à l'application de la TAT dans le cadre de l'annonce de l'OST. L'émetteur doit communiquer ces informations qu'il s'agisse d'un émetteur de valeurs dans le champ de la TAT ou d'un émetteur de titres français ou étrangers dans la mesure où ils seraient impactés par une OST donnant lieu à distribution de valeurs entrant dans le champ d'application de la TAT.

Les modalités selon lesquelles le fichier de déclaration de la TAT doit être renseigné par les établissements sont détaillées dans le « Blue Print TAT » rédigé par Euroclear France.

Deux points particuliers doivent être précisés concernant le démarrage du dispositif de la TAT concernant les OST :

- Les OST en cours au 1^{er} aout 2012 sont soumises à la TAT. Il s'agit d'OST dont la période d'exercice s'est ouverte avant la mise en place de ce nouveau dispositif, ce sera par exemple le cas de conversions d'obligations en actions ou d'exercices de bons qui seront soumis à la TAT pour les conversions ou exercices intervenus à dater du 1^{er} aout 2012.
- L'implémentation de la TAT sur les OST avec délivrance d'actions nouvelles (exemption n°1) a été reportée au 1^{er} janvier 2013. La date d'implémentation de la TAT sur les autres OST est bien en revanche intervenue à dater du 1^{er} Aout 2012.

Par ailleurs, devant la complexité de certaines OST, le Groupe ayant étudié les OST a fait état d'une demande visant à étendre le délai permettant aux redevables de pouvoir remplir leurs obligations au regard de la TAT, qui prévoit aujourd'hui une limite au 4^{ème} jour calendaire du mois suivant les acquisitions.

5.5 Analyse de l'implémentation et des impacts de la TAT sur le traitement des Opérations spécifiques au métier des Services aux Emetteurs

5.5.1- Préalable :

L'analyse réalisée en matière d'impacts de la mise en œuvre de la TAT sur les Opérations spécifiques au métier des Services aux Emetteurs a reposé sur les textes réglementaires disponibles et notamment sur leur lecture et commentaires par l'AMAFI.

Parmi les principes généraux, ceux ayant tout particulièrement guidé cette analyse sont identiques à ceux détaillés pour les OST au paragraphe 5.4.1, sur lesquels nous avons obtenu la confirmation de l'Observatoire de la Fiscalité.

Au-delà de ces grands principes, l'analyse présentée dans le tableau « Opérations spécifiques au métier des Services aux Emetteurs » joint en annexe, a été validée par l'Observatoire de la fiscalité.

5.5.2 - Synthèse de l'analyse :

L'analyse détaillée des Opérations, figurant dans le tableau « Opérations spécifiques au métier des Services aux Emetteurs » joint en annexe, conduit à un constat identique à celui relatif aux OST en application des principes rappelés plus haut : - 1 - En effet, beaucoup d'opérations sont écartées du champ d'application de la TAT, ces opérations ne se traduisant pas par une acquisition d'actions à titre onéreux et parmi celles relevant du champ d'application de la TAT, beaucoup font l'objet d'exonération car se traduisant par une acquisition d'actions créées (souscrites) à l'occasion de l'opération. Globalement, **comme** c'est le cas pour les OST, les Opérations spécifiques au métier des Services aux Emetteurs conduisant à un prélèvement de TAT sont finalement peu nombreuses.

5.5.3 Processus opérationnel

Pour les Opérations spécifiques au métier des Services aux Emetteurs entrant dans le champs de la TAT, c'est le redevable de la TAT qui est en charge des diligences TAT et qui doit réaliser les calculs, les déclarations et les prélèvements à partir des informations fournies par l'émetteur et éventuellement le marché.

Comme dans le cas des OST, deux points particuliers sont à signaler concernant le démarrage du dispositif de la TAT concernant les Opérations spécifiques au métier des Services aux Emetteurs :

- Les OST en cours au 1^{er} aout 2012 sont soumises à la TAT.

- L'implémentation de la TAT sur les OST avec délivrance d'actions nouvelles (exemption n°1) a été reportée au 1^{er} janvier 2013.

Par ailleurs, devant la complexité de certaines OST et notamment lorsqu'il s'agit d'opérations concernant des actionnaires non-résidents inscrits dans un registre nominatif, le Groupe a fait état d'une demande visant à étendre le délai permettant aux redevables de pouvoir remplir leurs obligations au regard de la TAT, qui prévoit aujourd'hui une limite au 4^{ème} jour calendaire du mois suivant les acquisitions.

Pour les Opérations spécifiques au métier des Services aux Emetteurs entrant dans le champ d'application de la TAT, c'est l'émetteur ou son mandataire en charge qui sont en charge des diligences TAT. C'est le redevable, à savoir l'émetteur ou son mandataire qui sont en charge des calculs, des déclarations et des prélèvements à réaliser à partir des informations fournies par l'émetteur et/ou le marché.

Les modalités selon lesquelles le fichier de déclaration de la TAT doit être renseigné par les établissements sont détaillées dans le « Blue Print TAT » établi par Euroclear France.

5.6 Transactions en devises étrangères

Pour ce type de transactions, l'administration prescrit de retenir le cours de clôture sur le marché des devises de la devise intéressée la veille du jour de l'acquisition.

5.7 Autres cas

5.7.1. Transactions franco

Ces opérations sont naturellement hors du champ de la TAT, c'est à dire ni déclarable ni taxable.

Cependant, il peut arriver que pour certaines transactions, il n'y ait pas de simultanéité entre l'échange de titres et l'échange de cash. En effet, les titres se dénoueront comme une transaction franco, alors que le cash associé sera payé en suivant un autre circuit (par exemple via Target 2).

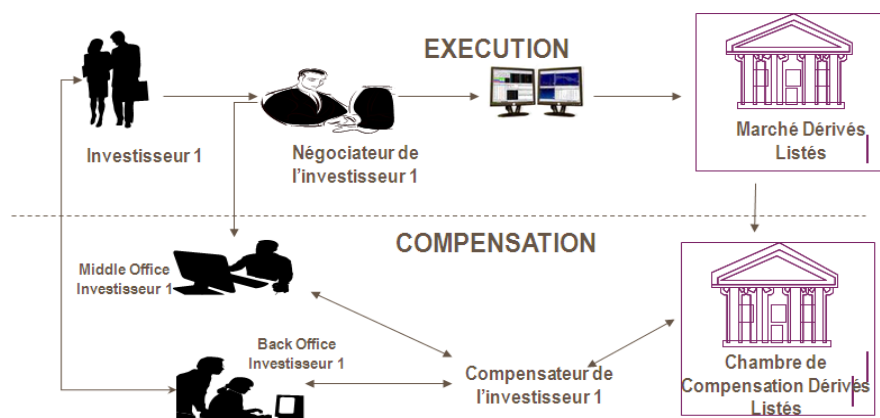
Dans ce cas, si l'opération est éligible à la TAT, elle doit faire l'objet d'une déclaration classique. Ainsi, pour ces transactions, c'est la responsabilité du PSI ou de l'acheteur final des titres en l'absence d'un PSI, de remplir la déclaration nécessaire et de l'envoyer comme n'importe quelle transaction de livraison contre paiement « normale ».

5.7.2. Dérivés Listés

Suite à ses achats ou ventes d'options ou futures sur stocks éligibles, un investisseur peut avoir à payer la TAT. Les schémas ci-dessous décrivent le cycle de vie de ces produits afin d'identifier le processus d'application de la TAT.

Etape 1: L'investisseur achète ou vend un contrat Dérivés Listés

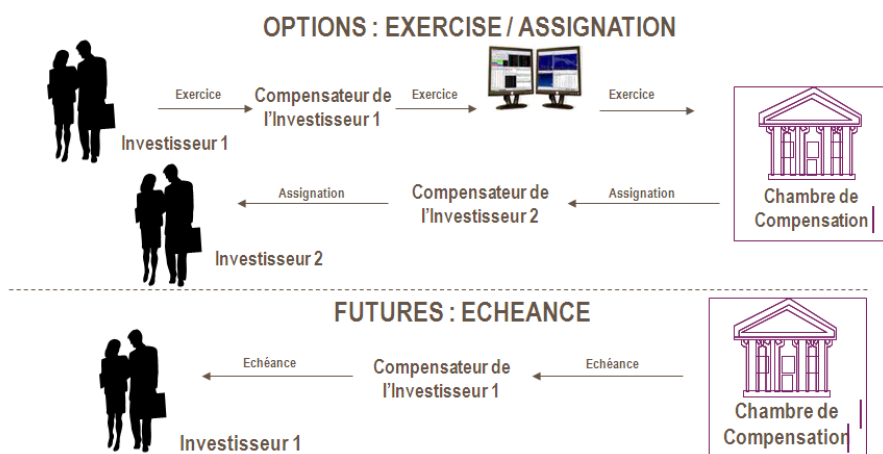
L'investisseur contacte un négociateur pour exécuter un ordre sur le marché. Une fois exécuté, l'ordre est transmis à la chambre de compensation correspondante afin d'être compensé par le compensateur de l'investisseur.



Au cours de cette étape, l'investisseur acquiert des positions sur futures ou options sur stocks. Par conséquent, **la TAT ne s'applique pas sur les achats et les ventes de produits Dérivés Listés, même si le sous-jacents est éligible.**

Etape 2 : L'investisseur exerce son option ou le future arrive à échéance

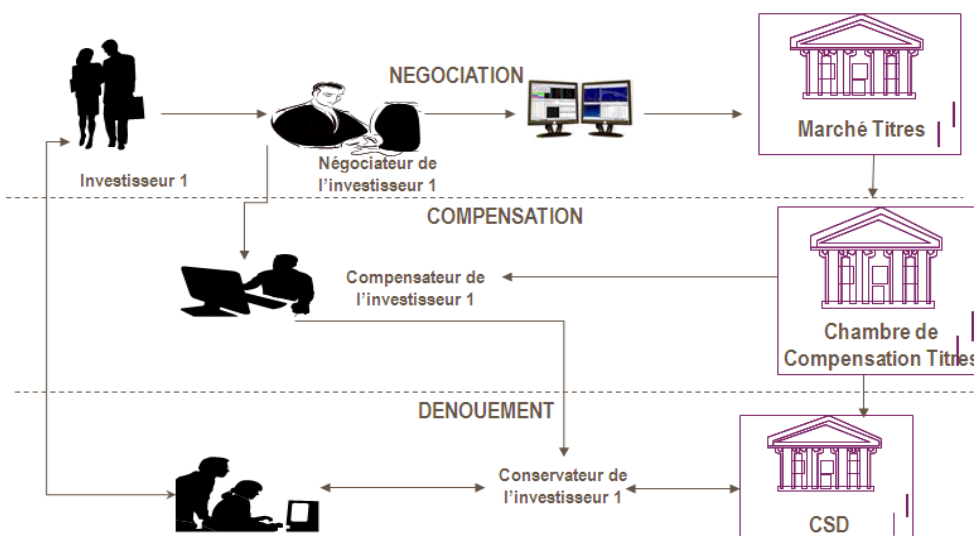
Dans un second temps, la position sur Dérivés Listés arrive à échéance, ou l'investisseur exerce ou se fait assigner sur son option. A la suite de cet événement, la position sur futures ou options n'existe plus.

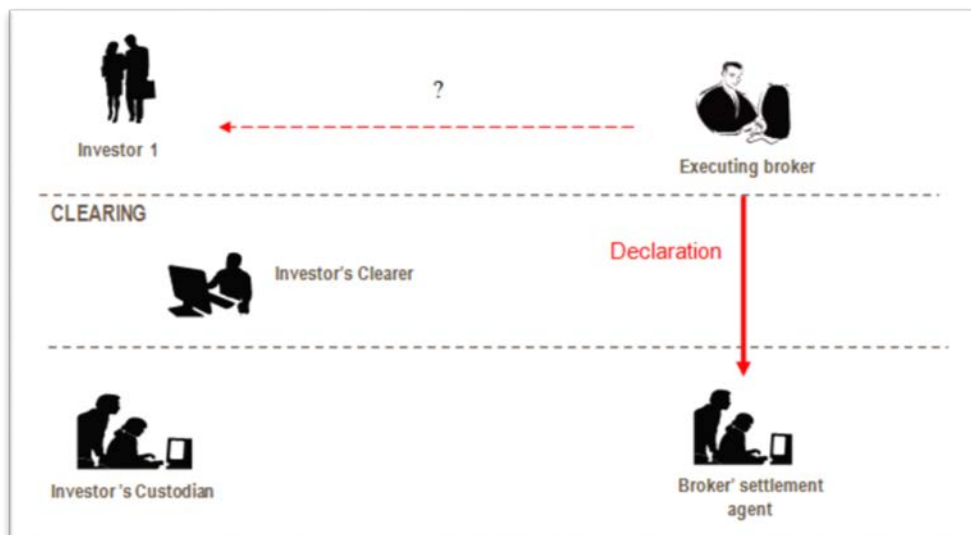


Puisque l'exercice d'une option, l'assignation associée ou l'échéance d'un future n'affecte pas la position sur stocks mais seulement la position sur Dérivés Listés, **la TAT ne s'applique pas sur les demandes d'exercices d'options ou sur les échéances de futures même si le sous-jacent est éligible.**

Etape 3 : L'investisseur doit acheter le sous-jacent suite à l'exercice ou l'assignation d'option ou suite à l'échéance du future

Suite à un exercice ou une assignation d'option, ou à l'échéance d'un future, l'investisseur peut avoir à acheter le sous-jacent du produit Dérivé Listé. Au cours de cette étape, l'investisseur achète le titre qui peut être éligible à la TAT. Par conséquent, la TAT s'applique comme sur tout autre type d'achat de titre effectué sur le marché.





Si le sous-jacent est éligible, le négociateur :

- ⇒ Calcule la TAT à la date de l'exercice
- ⇒ Envoie la confirmation de l'exécution à l'investisseur (notification de l'exécution)
- ⇒ Envoie l'information à son conservateur (pour dénouement)
- ⇒ Envoie la déclaration de TAT à son conservateur

5.7.3. Depositary receipt : certificats étrangers représentatifs d'actions françaises

Les depositary receipts sont des certificats représentatifs d'actions françaises émis par une banque étrangère afin de satisfaire les obligations légales et réglementaires du marché local. Les ADR (American Depositary Receipt) représentatifs d'actions françaises sont plus particulièrement concernées.

Les impacts de la loi sont les suivants :

Les achats d'actions françaises sous jacentes :

- Quand un broker américain achète des actions françaises pour l'exécution d'achats d'ADR de la part de ses clients, le PSI exécutant l'ordre sur le marché collecte la taxe et la déclare.

Les transferts d'actions françaises lors de l'émission et l'annulation d'ADR :

- La réception franco paiement des actions françaises par la banque dépositaire de l'émetteur des ADR sur le marché américain, de la part de la banque dépositaire du broker américain, est considérée comme un transfert sans changement de propriété et n'a pas à être taxée, ni déclarée.

- La réception franco paiement des actions françaises par la banque dépositaire du broker américain, de la part de la banque dépositaire de l'émetteur des ADR, est considérée comme un transfert sans changement de propriété et n'a pas à être taxée, ni déclarée.

Les ADR sont dans le champ de la taxe et les impacts sur le marché américain sont :

- Dans le cas de transactions avec PSI sur les marchés NYSE, NASDAQ, OTCQX ou les transactions OTC, cross book (internalisation) : le PSI calcule la taxe, la collecte et paie selon les procédures décrites dans le « Descriptif Détaillé de Service ESES – Taxe sur les acquisitions de titres de capital – Version 1.2 » d'Euroclear France.
- Si les transactions sans PSI sont possibles selon la législation locale, le teneur de compte de l'investisseur final est le redevable de la taxe. Il calcule la taxe, la collecte et la paie selon les procédures décrites dans le « Descriptif Détaillé de Service ESES – Taxe sur les acquisitions de titres de capital – Version 1.2 » d'Euroclear France..
- La réception franco paiement des ADR par le broker, de la part de la banque émettrice des ADR est considérée comme un transfert sans changement de propriété et n'a pas à être taxée, ni déclarée.
- La réception franco paiement des ADR par la banque émettrice des ADR, de la part du broker demandant l'annulation des ADR est considérée comme un transfert sans changement de propriété et n'a pas à être taxée, ni déclarée.
-
- L'acquisition des titres ayant lieu auprès d'un dépositaire central établi hors de France, le redevable est tenu de déposer auprès de la direction des entreprises la déclaration n°3374-SD accompagnée de son paiement avant le 25 du mois suivant le règlement livraison des titres.

6. Glossaire

Partie redevable/redevable	Entité responsable du calcul, de la collecte, de la déclaration et du versement de la TAT aux autorités fiscales françaises
AFTI	Association Française des Professionnels des Titres
AMAFI	Association Française des Marchés Financiers
Prix de revient moyen	Prix total divisé par la quantité totale de titres
Client final	C'est l'investisseur final qui initie l'investissement. Le client final peut être une entité (société, institution financière...) ou une personne physique
Courtier/broker	Un PSI (Prestataire en Services d'Investissement) qui est agréé pour fournir au moins un des deux services d'investissement suivants : « Exécution pour compte de tiers » ou « Exécution pour compte propre »
COMOFI	Code Monétaire et Financier
Conservateur	Dans ce document, c'est le teneur de compte du bénéficiaire
DLF	Direction de la Législation Fiscale
Euroclear France	C'est le dépositaire central français
PSI (Prestataire en Services d'Investissement)	Ce sont les sociétés d'investissement et de crédit qui ont été autorisés et à fournir des services d'investissement au regard de l'article L. 321-1 (réception et transmission d'ordre pur compte de tiers, exécution d'ordre pour compte de tiers, exécution d'ordre pour compte propre, gestion d'actif, financement et placement)
Observatoire de la Fiscalité	L'Observatoire de la fiscalité est un groupe de travail de l' AFTI qui analyse les impacts de la TAT au regard de l'évolution de la réglementation de cette taxe et qui formule des recommandations pour son implémentation
Donneur d'ordre	Le donneur d'ordre émet un ordre d'achat ou de vente pour le compte du bénéficiaire. Il doit informer le bénéficiaire du montant de la TAT qui sera payée. Dans certain cas, il peut lui même être le bénéficiaire
Participant	Tout acteur non redevable intervenant dans le processus de collecte/versement de la TAT
RTO	Récepteur transmetteur d'ordres. Intermédiaire qui collecte les ordres des clients finaux et qui les transmet à un courtier pour exécution. Pour la clientèle de détail, c'est généralement le conservateur du client
Avis d'opéré	Avis confirmant l'opération

7. Liste des contributeurs

Liste des contributeurs

<i>Société</i>	<i>Nom</i>
AFTI	M. Marcel Roncin
AFTI	M. Vincent Dumont
AMAFI	M. Emmanuel de Fournoux
BPSS	Mme Sandrine Cohen
BPSS	Mme Florence Dwyer
BPSS	M. Marc Tibi
BPSS	M. Jean Devambez
BPSS	Mme Mathilde Joannet
BPSS	M. Henri Mocka
CA Titres	M. Dominique De Wit
CA Titres	M. Philippe Trigati
CA Titres	Mme Florence Fetilleux
CACEIS	M. Jean-Charles Battaglia
CACEIS	M. Denis Bringer
CACEIS	M. Guillaume Lecoutour
CACEIS	Mme Isabelle Ritter
CACEIS	Mme Sylvie Vernet Gruot
CACEIS	M. Eric de Robert
CACEIS	M. Daniel Pascaud
CITIGROUP	M. Bernard Balada
CITIGROUP	Mme Alexandra Roche
CITIGROUP	M. Michel Chaput
CM-CIC TITRES	Mme Luba Gueorguieva
CM-CIC TITRES	M. Jean-Philippe Grima
CM-CIC TITRES	M. Arnaud Bocquet
CSC	M. Pierre Porta
CSC	M. Joseph El Gharib
CSC	Mme Naline Chedembrum
CSC	M. Olivier Lemue
DEUTSCHE BANK	Mme Amélie Dromain

Euroclear France	M. Frédéric Germain
Euroclear France	Mme Brigitte Daurelle
Euroclear France	M. Joël Mérére
Euroclear France	M. Dan Toledano
Euroclear France	Mme. S.Liu
Euroclear Bank	Magali DeWit
Euroclear Bank	Claire Delnoy
EURO-SECURITIES-PARTNER	M. Jean-Claude Romano
EURO-SECURITIES-PARTNER	M. Christophe Guillaume Leveque
NATIXIS	Mme Odile Banbuck
NATIXIS	Mme Dominique Bœuf
NATIXIS	M. Jean Christian Aubert
NYSE-EURONEXT	M. Eric Bey
SGSS	Mme Pascale Dupont
SGSS	Mme Sylvie Bonduelle
SGSS	M. Eric de Nexon

8. Documents de référence

Documents légaux : “PROJET DE LOI de finances rectificative pour 2012 - TEXTE ADOPTÉ n° 873 - SESSION ORDINAIRE DE 2011-2012 29 février 2012”

Documents légaux : “PROJET DE LOI de la Direction Générale des finances publiques N° SEC-D1/1200005422F.DOC/D1-B DU »

- Instruction fiscale n°61 du 02 août 2012
- Décret_n°2012-956_du_6_août_2012_version 1

Documents AMAFI et Euroclear:

- Conférence AMAFI / EOC / DLF du 24 mai 2012
- Descriptif de Services Détaillé (DSD) TAT V1.1 (French or English version) d'Euroclear France (disponible sur le site internet d'Euroclear)

Proposition d'analyse des instruments par typologie par Six Financial.

Courrier de la Direction Générale des Finances Publiques et de la Législation Fiscale à l'AMAFI, sur l'assujettissement de la TAT à la TVA, en date du 4 juillet 2012.

9. Information et questions

Le présent document a été élaboré par plusieurs acteurs du marché (Cf. Annexes) sous la supervision de l'AFTI et la participation de CSC.

Pour plus d'informations, contactez :

Association Française des Professionnels des Titres –AFTI
Marcel RONCIN - Président
36, rue Taitbout 75009 Paris
Tel : + 33 (0) 1 48 00 52 01
Fax : + 33 (0) 1 48 00 50 48
Email : secretariat.afti@fbf.fr

BNP Paribas Securities Services
Marc TIBI
Grands Moulins de Pantin
9 rue du Débarcadère
93500 Pantin - France
Tel : + 33 (0)1 42 98 1000
Fax : + 33 (0)1 42 98 4810
Email : marc.tibi@bnpparibas.com

CSC
Joseph El Gharib
Immeuble Balzac
10, Place des Vosges
92072 Paris La Défense Cedex
Tel : +33 6 60 63 81 52
Email : jelgharib@csc.com

10. Annexes

- ⇒ French Transaction Tax for Corporate actions Market Practice
- ⇒ French Transaction Tax for Settlement and Reconciliation Market Practice



French Transaction Tax for Corporate actions

Market Practice

I. Scope and definitions	61
II. Actors and Roles.....	62
III. The TTF general context.....	63
IV. Decision process flow regarding the French Financial Tax and the corporate actions	65
V. Market Practice Rules.....	65

I. Scope and definitions

General context :

The Law creating a tax on financial transactions (hereafter ‘the Law’) was adopted by the French Parliament on 29 February 2012 and published in the ‘Journal Officiel’ on 15 March 2012. The tax on financial transactions (hereafter ‘FTT’) law comes into effect as from Wednesday, 1st August 2012.

The scope of the FTT is based on a list of ISINs of French eligible companies. The tax is applicable to any transaction processed in France or overseas and considered as non-exempted.

The payment of the “FTT” will be effective as from 9th of November 2012.

The scope of this document is to describe the market practice related to the French Financial Transaction Tax and the 15022 reporting associated in the securities area (from the tax announcement to its payment)

Our current document is a complement to the White Paper published by AFTI (in annex of our document).

where the operational flow, legal principles, liability processes will be more detailed.

The market practice focuses on the messaging part in place between the custodians and their clients, the securities central depository and its participants.

Hereafter market practice will cover the corporate action FTT process as from November 2012 and the messaging 15022 flow applicable as from SWIFT release 2013. Items for which discussions are ongoing on the French market will not be detailed on in the hereafter document but only mentioned.

Above local market-practice will evolve and include the changes from the European Transaction Tax.

Another market practice is available for the settlement and reconciliation process on the SMPG website.

Corporate action’s background :

The corporate actions falling under FTT law are the ones for which there is a purchase in return for payment of equity shares that are in the scope of the FTT.

These corporate events are declarable but not necessarily taxable.

Among the 9 exoneration codes / exemption cases, 3 are applicable to corporate actions : 1 - payment of newly issued shares, 5 - intra-group or restructuring corporate actions) and 7 - realised in the context of the employee savings.

As far as corporate actions are concerned, the transfer of ownership is deemed to occur on payment date of the event.

Please refer to the matrix annexed to the present document for a detailed analysis of events per ISO code.

II. Actors and Roles

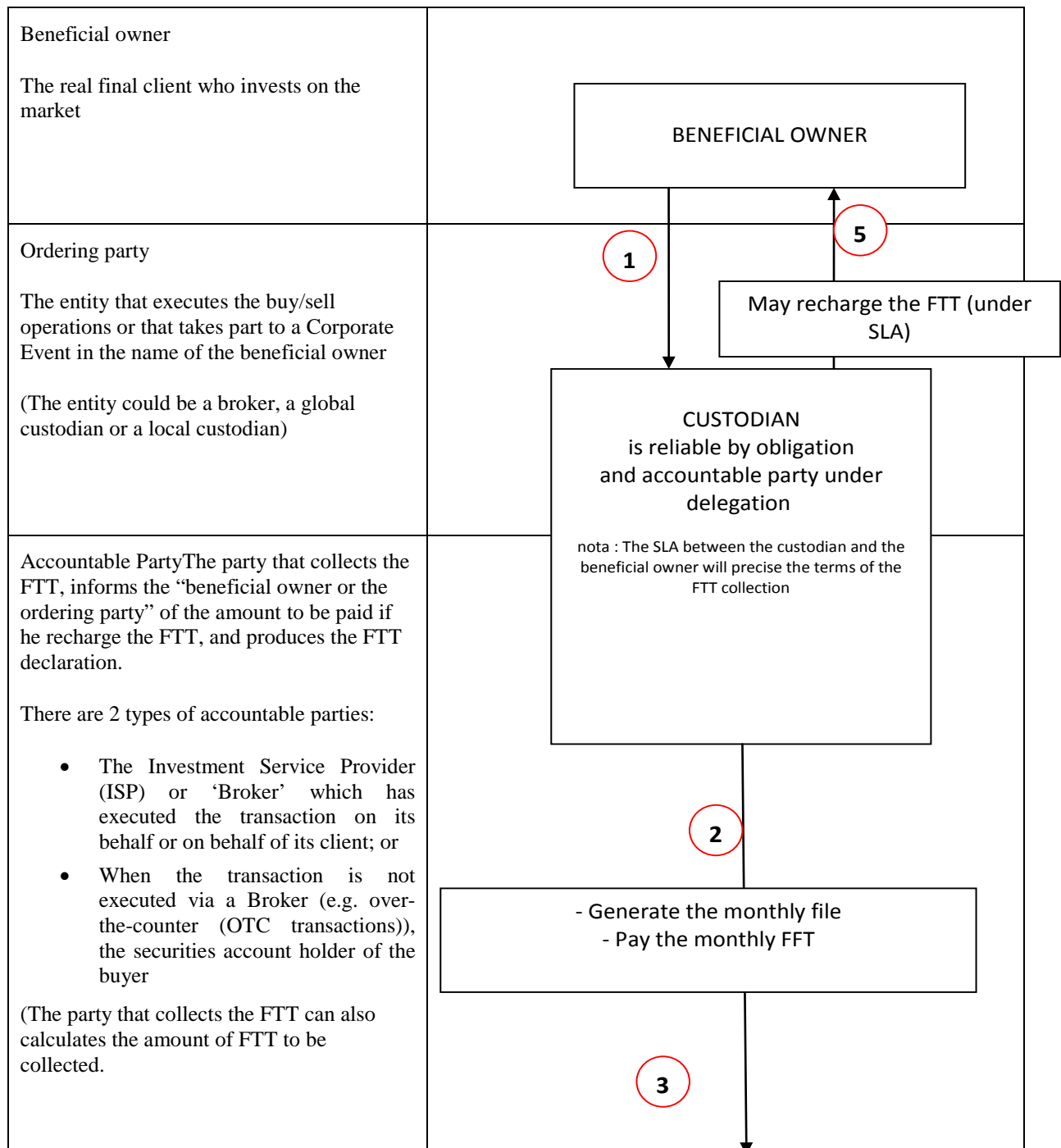
This paragraph describes the roles and actors involved in the process described in the market practice document.

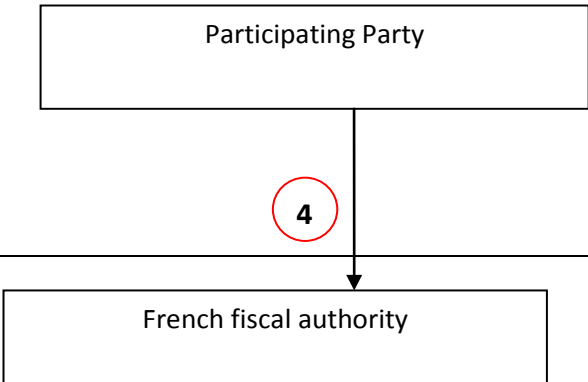
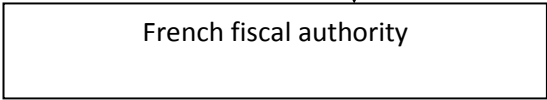
Actor	Role	Comments
Beneficial owner	The real final client who invests on the market	
Ordering party	The entity that executes the buy/sell operations or that takes part to a Corporate Event in the name of the beneficial owner	The entity could be a broker, a global custodian or a local custodian
Accountable party	<p>The party that collects the FTT, informs the “beneficial owner or the ordering party” of the amount to be paid if he recharge the FTT, and produces the FTT declaration.</p> <p>There are 2 types of accountable parties:</p> <ul style="list-style-type: none"> • The Investment Service Provider (ISP) or ‘Broker’ which has executed the transaction on its behalf or on behalf of its client; or • When the transaction is not executed via a Broker (e.g. over-the-counter (OTC transactions)), the securities account holder of the buyer 	<p>The party that collects the FTT can also calculates the amount of FTT to be collected.</p> <p>The party that produces the FTT declaration also pays the FTT to the participating party.</p> <p>This is also the case for transactions related to a Corporate Event</p>
Participating party	The one who centralizes all the FTT to be paid, make checks, debits or credits the accounts. Usually it is the role of the central depositary – in this case Euroclear France.	<p>The accounts that are debited or credited are the ones of the Accountable Party.</p> <p>This role can also be the one of a Euroclear France direct participants.</p>
French fiscal authority	The one who receives the FTT declaration and make controls	

More details on the various actors and their roles can be found in the AFTI White Paper document, in sections 2.3, 3, and 3.4

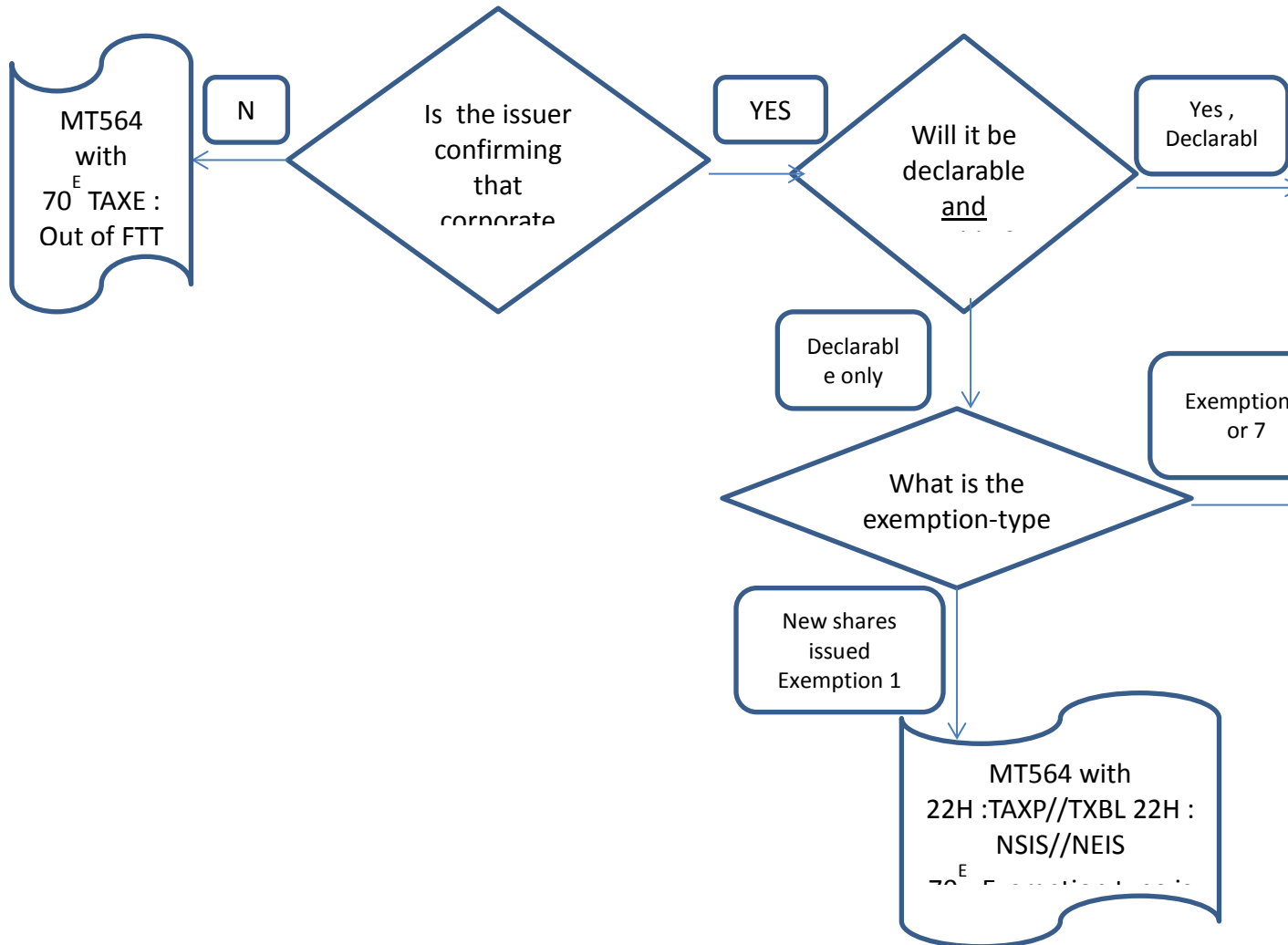
III. The TTF general context

(The SWIFT CA messaging flow will be described in section IV of the document)



<p>The party that produces the FTT declaration also pays the FTT to the participating party.</p> <p>This is also the case for transactions related to a Corporate Event)</p>	
<p>Participating party</p> <p>The one who centralizes all the FTT to be paid, make checks, debits or credits the accounts. Usually it is the role of the central depositary – in this case Euroclear France</p> <p>(The accounts that are debited or credited are the ones of the Accountable Party.</p> <p>This role can also be the one of a Euroclear France direct participants)</p>	 <pre> graph TD A[Participating Party] -- 4 --> B[French fiscal authority] </pre>
<p>French fiscal authority</p>	 <pre> graph TD B[French fiscal authority] </pre>

IV. Decision process flow regarding the French Financial Tax and the corporate actions



V. Market Practice Rules

That section will describe the local market practice recommendation for the 3 above cases regarding the corporate action's notification, corporate action's payment notification agreed between the French CSD, his participants/custodians and final clients.

Euroclear is analysing the hereafter recommended market practice about the MT 564 to be addressed to his participants since currently his interim solution is to provide any French Financial Tax information in a ADTX narrative field.

Regarding the debit of the FTT amount, there is no market consensus about a MT566 payment confirmation and CA event associated. Depending on the SLA between the custodian and the final clients, the payment confirmation will be either sent on corporate action payment-date or after that date on a monthly basis.

There are 3 scenarios identified for French Financial Transaction regarding the corporate actions.

Result of the corporate action event is either:

1) Declarable and taxable

Or

2) Declarable not taxable

Or

3) Out of scope

N.B.: State of the art is online on <http://afti.asso.fr> where the latest version of the 'FTT White Paper' can be found (see in it Annex 1 'Corporate Actions Matrix')

1) Scenario 1: Declarable and taxable

Whenever proceeds (result of the event) achieves all the following conditions

- Condition #1- Purchase in return for payment
- Condition #2- of (capital) equities or likened
- Condition #3- listed on a regulated market
- Condition #4- issued by a French company and with a capitalization exceeding 1 billion euro
- Condition #5- giving rise to transfer of ownership

And does not recover from **any** of the exemption cases,

Then the event is **declarable** and **taxable**.

As a consequence, following events, when not exempted, are **declarable** and **taxable**

CAEV	Corporate Action Short Definition	Corporate Action French Short Definition <i>(if any)</i>
BIDS	Repurchase Offer/ Issuer Bid/ Reverse Rights	Offres de rachats
BPUT	Put Redemption	Remboursement au gré du porteur
CONV	Conversion	Conversion d'obligation
DTCH	Dutch Auction	
EXOF	Exchange	Offre publique d'échange
EXRI	Rights Exercise	Augmentation de capital, subscription (action par défaut: les droits sont échus) - DPS
EXTM	Maturity extension	Prorogation d'échéance, mais peut donner lieu à conversion
EXWA	Warrant Exercise	Expiration de bons de souscription, expiration de warrants : EXERCICE
MCAL	Full Call/Early Redemption	Remboursement total anticipé (au gré de l'émetteur)
MRGR	Merger	Fusion
PCAL	Partial Redemption with reduction of nominal value	Remboursement partiel avec diminution du nominal
PRIO	Priority Issue	Souscription prioritaire
REDM	Final Maturity	Remboursement final
SOFF	Spin-Off <i>Total spin-off</i>	Scission Totale
TEND	Tender/ Acquisition/ Takeover/ Purchase Offer/Buyback	Offres publiques d'échanges / d'achats initiée par un tiers

N.B.: RHTS is not market practice in France. Nevertheless, if used, follows the same rules as EXRI.

Liabe party is the custodian of the final beneficiary. Please notice that depending on the terms of the event, this final beneficiary can be:

- The event initiator only, (e.g. BIDS)
- The custodian's client only, (e.g. PRIO SECU)
- Both event initiator and custodian's client, (e.g. MRGR)

Regarding above scenario 1, MT 564 CA notification will:

- Inform of the taxation by activating field in subsequence E1 through the issuer taxability indicator **TXAP** followed by **TXBL**. This means that the proceeds will be taxable following the information provided by the issuer.
- Inform of the origin of the taxation in subsequence E1 through the 22a **NSIS** followed by **EXIS**.

This means that new securities are existing (not newly issued) and have been purchased in return of a payment (in cash or securities)

Should the custodian not know whether the new proceeds are taxable or not: the NSIS will be followed by **UKNW**.

As there is no dedicated for the SWIFT release 2013 and that there is no real consensus about the debit of the FTT by the liable counterparty, the FTT amount will or not be included in the entitled amount ENTL or NETT 19a of the MT 564. This will be described in the SLA agreed between the custodian and his client.

Example: EXRI – subscription of new shs –

TTF is 0.2% of the price of the new SHS

Subscription price of the new SHS is 150 EUR => FTT amount = 0.30 EUR

REPETITIVE OPTIONAL SEQUENCE E: “EXER” OPTION TO EXERCISE RIGHTS INTO SECURITIES

Field	Mand. or Opt.	Qualifier	Example	Comments
16R	M	CAOPTN	:16R:CAOPTN	
13A	M	CAON	:13A::CAON/001	

Field	Mand. or Opt.	Qualifier	Example	Comments
22F	M	CAOP	:22F::CAOP//EXER	

REPETITIVE OPTIONAL SUB SEQUENCE E1: “SECMOVE” SECURITIES MOVEMENT

Field	M or O	Qualifier	Example	Comments
16R	M	SECMOVE	:16R:SECMOVE	
22H	O	CRDB	:22H::CRDB//CRED	
22H	M	TXAP	:22H ::TXAP//TXBL	
22H	M	NSIS	:22H ::NSIS//EXIS	<p>Should the custodian not know the origin of new proceeds, whether they are taxable or not: the NSIS will followed by UKNW</p> <p>Regarding the FTT, any new proceeds resulting from existing shares are taxable.</p>
355B	M	ISIN	:35B:ISIN ES0178483139 SOGECABLE SA	
36B	O	ENTL	:36B: ENTL//UNIT//quantity	

Field	M or O	Qualifier	Example	Comments
92a	M	NEWO	:92D::NEWO//3,/2,	
98A	M	PAYD	:98A::PAYD//YYYYMMDD	
90A	O	CAVA	90A:CAVA/EUR150,	This indicates the unit tax levy basis for the FTT
16S	M	SECMOVE	: 16S :SECMOVE	

OPTIONAL SUB SEQUENCE E1: “SECMOVE” SECURITIES MOVEMENT

Field	M or O	Qualifier	Content	Example	Comments
16R	M	SECMOVE	Qualifier SECMOVE	:16R:SECMOVE	
22H	O	CRDB	Qualifier CRDB followed by the code “DEBT”	:22H::CRDB//DEBT	
35B	M	ISIN	ISIN code + Description of rights	:35B:ISIN ES067848902 SOGECABLE DS 05	
36B	O	ENTL	Qualifier ENTL followed by: // FAMT //face amount or // UNIT //number of shares	:36B: ENTL//UNIT//quantity	

Field	M or O	Qualifier	Content	Example	Comments
98A	O	PAYD	<u>Option A :</u> Qualifier PAYD followed by the Payment date	:98A::PAYD/YYYYMMDD	
16S	M	SECMOVE	Qualifier SECMOVE	:16S:SECMOVE	

Repetitive Optional Subsequence E2 “CASHMOVE”

Field	M or O	Qualifier	Content	Example	Comments
16R	M	CASHMOVE	Qualifier CASHMOVE	:16R:CASHMOVE	
22H	M	CRDB	Qualifier CRDB followed by //DEBT amount to be debited	:22H:CRDB//DEBT	
97A	M	CASH	Qualifier CASH followed by //client's cash account	97A:CASH//XXXXXXXXXX	
19A	M	ENTL	Qualifier ENTL followed by //client's entitlement amount	19A:ENTL//EUR140,70	Depending on the SLA terms, the entitled amount will include or not the FTT to be applied on the new proceeds
19A	O	GRSS	Qualifier GRSS followed by //client's entitlement amount	19A:ENTL//EUR150,	
19A	O	ATAX	Qualifier ATAX followed by //French Financial tax	19A:ATAX//EUR0,30	

Field	M or O	Qualifier	Content	Example	Comments
			amount		
19A	O	NETT	Qualifier NETT followed by //client's entitlement amount	19A:NETT//EUR140,	Depending on the SLA terms, the entitled amount will include or not the FTT to be applied on the new proceeds
92a	O	ATAX	Qualifier ATAX followed by //French Financial tax unit tax rate eg 0,2%	:92B ::ATAX//0,2	
90B	O	PRPP	Qualifier PRPP followed by //ACTU/ devise + price when price is given per share	:90B:://PRPP//ACTU/ EUR 150,	
98A	M	PAYD	Option A: Qualifier PAYD followed by //payable date	:98A::PAYD//YYYYMMDD	
98A	M	VALU	Option A: Qualifier VALU followed by//client's value-date or B if UKWN	98A::VALU//YYYYMMDD :98B::VALU//UKWN	
16S	M	CASHMOVE	Qualifier CASHMOVE	:16S: CASHMOVE	

2) Scenario 2: Declarable but not taxable

Only following exemption cases are relevant for corporate actions events:

- Case 1: Issuance (e.g. EXOF with newly issued securities)
- Case 5: Intra-group or restructuring operations (e.g. SOFF –*Total Spin-Off*; MRGR)
- Case 7: Employee savings plans (e.g. BIDS on Employee Savings Plan)

Whenever an event is declarable and recovers from one of the above exemption cases, then this event is **declarable** and **not taxable**.

Please note that for exemption 7, the CA notification will not be used to communicate the information to the beneficial owner. Therefore, the hereafter MT 564 will describe only the 2 other cases.

N.B.: The below list is the same as the one for scenario 1, but for these events we are in the case where at least one exemption is applicable.

CAEV	Corporate Action Short Definition	Corporate Action French Short Definition <i>(if any)</i>
BIDS	Repurchase Offer/ Issuer Bid/ Reverse Rights	Offres de rachats
BPUT	Put Redemption	Remboursement au gré du porteur
CONV	Conversion	Conversion d'obligation
DTCH	Dutch Auction	
EXOF	Exchange	Offre publique d'échange
EXRI	Rights Exercise	Augmentation de capital, subscription (action par défaut: les droits sont échus) - DPS
EXTM	Maturity extension	Prorogation d'échéance, mais peut donner lieu à conversion
EXWA	Warrant Exercise	Expiration de bons de souscription, expiration de warrants : EXERCICE
MCAL	Full Call/Early Redemption	Remboursement total anticipé (au gré de l'émetteur)
MRGR	Merger	Fusion
PCAL	Partial Redemption with reduction of nominal value	Remboursement partiel avec diminution du nominal

PRIO	Priority Issue	Souscription prioritaire
REDM	Final Maturity	Remboursement final
SOFF	Spin-Off <i>Total spin-off</i>	Scission Totale
TEND	Tender/ Acquisition/ Takeover/ Purchase Offer/Buyback	Offres publiques d'échanges / d'achats initiée par un tiers

N.B.: RHTS is not market practice in France. Nevertheless, if used, follows the same rules as EXRI.

Regarding the above exemption cases, exemption 1 – Issuance - is the most frequent one.

Therefore, it will be reported through the same combination as above but with the NSIS indicator followed by NEIS – New issue of securities proceeds

Exemption 5 will be indicated in the MT 564 in a narrative field of sequence E.

Exemption 1: Issuance

REPETITIVE OPTIONAL SEQUENCE E: “SECU” OPTION TO RECEIVE THE NEW SHS FOR AN EXOF

Field	M or O	Qualifier	Example	Comments
16R	M	CAOPTN	:16R:CAOPTN	
13A	M	CAON	:13A::CAON//001	
22F	M	CAOP	:22F::CAOP//SECU	

REPETITIVE OPTIONAL SUB SEQUENCE E1: “SECMOVE” SECURITIES MOVEMENT

Field		Qualifier	Example	Comments
16R	M	SECMOVE	:16R:SECMOVE	

Field		Qualifier	Example	Comments
22H	O	CRDB	:22H::CRDB//CRED	
22H	M	TXAP	:22H ::TXAP//TXBL	
22H	M	NSIS	:22H ::NSIS//NEIS	Should the custodian not know the origin of the new proceeds: the NSIS will be followed by UKNW.
355B	M	ISIN	:35B:ISIN ES0178483139 SOGECABLE SA	
36B	O	ENTL	:36B: ENTL//UNIT//quantity	
92a	M	NEWO	:92D::NEWO//3,/2,	
98a	M	PAYD	:98A::PAYD//YYYYMMDD	
90A	O	CAVA	90A:CAVA//EUR150,	This is the unit tax levy basis for the FTT.
16S	M	SECMOVE	:16S:SECMOVE	

OPTIONAL SUB SEQUENCE E1: “SECMOVE” SECURITIES MOVEMENT

Field	M or O	Qualifier	Example	Comments
16R	M	SECMOVE	:16R:SECMOVE	

Field	M or O	Qualifier	Example	Comments
22H	O	CRDB	:22H::CRDB//DEBT	
35B	M	ISIN	:35B:ISIN ES067848902 SOGECABLE DS 05	
36B	O	ENTL	:36B: ENTL//UNIT//quantity	Field reported only on cash pre-advice when client instruction has been processed in the system for this option.
98A	O	PAYD	:98A::PAYD//YYYYMMDD	
16S	M	SECMOVE	: 16S :SECMOVE	

Field		Qualifier	Example	Comments
70E	O	TAXE	::70E::TAXE: Exemption type is New shares have been issued	

Exemption 5 else than the issuance

REPETITIVE OPTIONAL SEQUENCE E: “SECU” OPTION TO EXERCISE RIGHTS INTO SECURITIES

Field	M or O	Qualifier	Example	Comments
16R	M	CAOPTN	:16R:CAOPTN	
13A	M	CAON	:13A::CAON//001	

Field	M or O	Qualifier	Example	Comments
22F	M	CAOP	:22F::CAOP//EXER	

REPETITIVE OPTIONAL SUB SEQUENCE E1: “SECMOVE” SECURITIES MOVEMENT

Field		Qualifier	Example	Comments
16R	M	SECMOVE	:16R:SECMOVE	
22H	O	CRDB	:22H::CRDB//CRED	
22H	M	TXAP	:22H::TXAP//TXBL	
355B	M	ISIN	:35B:ISIN ES0178483139 SOGECABLE SA	
36B	O	ENTL	:36B: ENTL//UNIT//quantity	
92a	M	NEWO	:92D::NEWO//3,/2,	
98a	M	PAYD	:98A::PAYD//YYYYMMDD	
16S	M	SECMOVE	:16S:SECMOVE	

Field		Qualifier	Example	Comments
70E	O	TAXE	:70E::TAXE: Exemption type is Intra-group or restructuring operations	

3) Scenario 3: Out of scope (not declarable, not taxable)

Whenever proceeds (result of the event):

- Are only cash, or,
- Are securities but
 - Are not purchased in return for payment (e.g. bonus issue, primary issue), or,
 - Are not (capital) equities or likened, or,
 - Are not listed on a regulated market, or,
 - Are not issued by a French company and with a capitalization exceeding 1 billion euro, or,
 - Does not give rise to transfer of ownership

Then the event is **not declarable** and **not taxable**, thus **out of scope**.

Regarding MT 564 notification, there will be no specific reporting – no activation of the TXAP or NSIS.

Depending on SLA, a narrative 70E - TAXE will display that the event is out of the FTT's scope.

Field		Qualifier	Example	Comments
70E	O	TAXE	::70E::TAXE: CA EVENT IS OUT OF SCOPE OF THE FRENCH FINANCIAL TRANSACTION S	

Depending on SLA, above reporting-rules will be applied to the following corporate action's events that are not declarable and not taxable:

The party that produces the FTT declaration also pays the FTT to	Corporate Action Short Definition	Corporate Action French Short Definition <i>(if any)</i>
--	--	---

the participating party. This is also the case for transactions related to a Corporate Event)		
ATTI	Attachment	Remembrement
BONU	Bonus Issue/Capitalisation Issue	Attribution gratuite
BRUP	Bankruptcy	Faillite
CAPD	Capital Distribution	Distribution de Capital
CAPG	Capital Gains Distribution	
CAPI	Capitalisation	Capitalisation
CERT	Non-US TEFRA D Certification	
CHAN	Change	Changement des caractéristiques des titres (changement de code valeur, de marché, conversion au porteur, changement de parité/taux, mise au nominatif obligatoire)
CLSA	Class Action/Proposed Settlement	
CONS	Consent	
COOP	Company Option	
CREV	Credit Event	
DECR	Decrease in value	
DETI	Detachment	Démembrement
DRAW	Drawing	Amortissement par tirage au sort
DRCA	Cash Distribution From Non-Eligible Securities Sales	
DRIP	Dividend Reinvestment	Réinvestissement de dividendes
DSCL	Disclosure	
DVCA	Cash Dividend (with or without currency options)	Dividende en espèces avec ou sans choix de devises
DVOP	Dividend Option	Païement Optionnel de Dividende
DVSC	Scrip Dividend/Payment	Païement en certificats
DVSE	Stock Dividend	Païement de dividende sous forme d'actions

INCR	Increase in Value	Augmentation de nominal
INTR	Interest Payment (with or without currency options)	Paiement d'intérêts avec ou sans choix de devises
LIQU	Liquidation Dividend / Liquidation Payment	Liquidation
ODLT	Odd Lot Sale/Purchase	Offre de rachat des petits actionnaires
OTHR	Other	Opérations diverses
PARI	Pari-passu	Assimilation
PDEF	Partial Defeasance/Pre-Funding	
PINK	Payment in Kind	Paiement d'intérêts en Titres ou tout produit autre que cash
PLAC	Place of Incorporation	
PPMT	Installment Call	Libération/ Appel de fonds
PRED	Partial Redemption without reduction of nominal value	Remboursement partiel sans diminution du nominal
PRII	Interest Payment (with currency options)	Remboursement partiel avec diminution du nominal
REDO	Redenomination	Changement de la devise du nominal et du nominal
REMK	Remarketing Agreement	
RHDI	Intermediate Securities Distribution	Intermediate Securities Distribution
SHPR	Shares Premium Dividend	
SOFF	Spin-Off	Scission/ répartition de titres
SPLF	Stock Split/Change in Nominal Value/Subdivision	Division
SPLR	Reverse Stock Split/Change in Nominal Value	Regroupement d'actions
TREC	Tax Reclaim	
WRTH	Worthless	Titres devenus sans valeur



French Transaction Tax for Settlement and Reconciliation Market Practice

I. Scope and definitions	83
II. Actors and Roles.....	84
III. Activity Diagram.....	85
IV. Sequence Diagrams	90
V. Business data requirements	90
VI. Market Practice Rules.....	91

Changes to previous versions			

I. Scope and definitions

General context :

The Law creating a tax on financial transactions (hereafter ‘the Law’) was adopted by the French Parliament on 29 February 2012 and published in the ‘Journal Officiel’ on 15 March 2012. The tax on financial transactions (hereafter ‘FTT’) law comes into effect as from Wednesday, 1st August 2012.

The scope of the FTT is based on a list of ISINs of French eligible companies. The tax is applicable to any transaction processed in France or overseas and considered as non-exempted.

The payment of the “FTT” will be effective as from 9th of November 2012.

The scope of this document is to describe the market practice related to the French Financial Transaction Tax and the 15022 reporting associated in the securities area (from the tax announcement to its payment).

Our current document is a complement to the White Paper published by AFTI (in annex of our document)

where the operational flow, legal principles, liability processes will be more detailed.

The market practice focuses on the messaging part in place between the custodians and their clients, the securities central depository and its participants.

Hereafter market practice will cover the settlement and reconciliation FTT process as from November 2012 and the messaging 15022 flow applicable as from SWIFT release 2013. Items for which discussions are ongoing on the French market will not be detailed on in the hereafter document but only mentioned.

Another market practice is available for the Corporate Action process on the SMPG website.

II. Actors and Roles

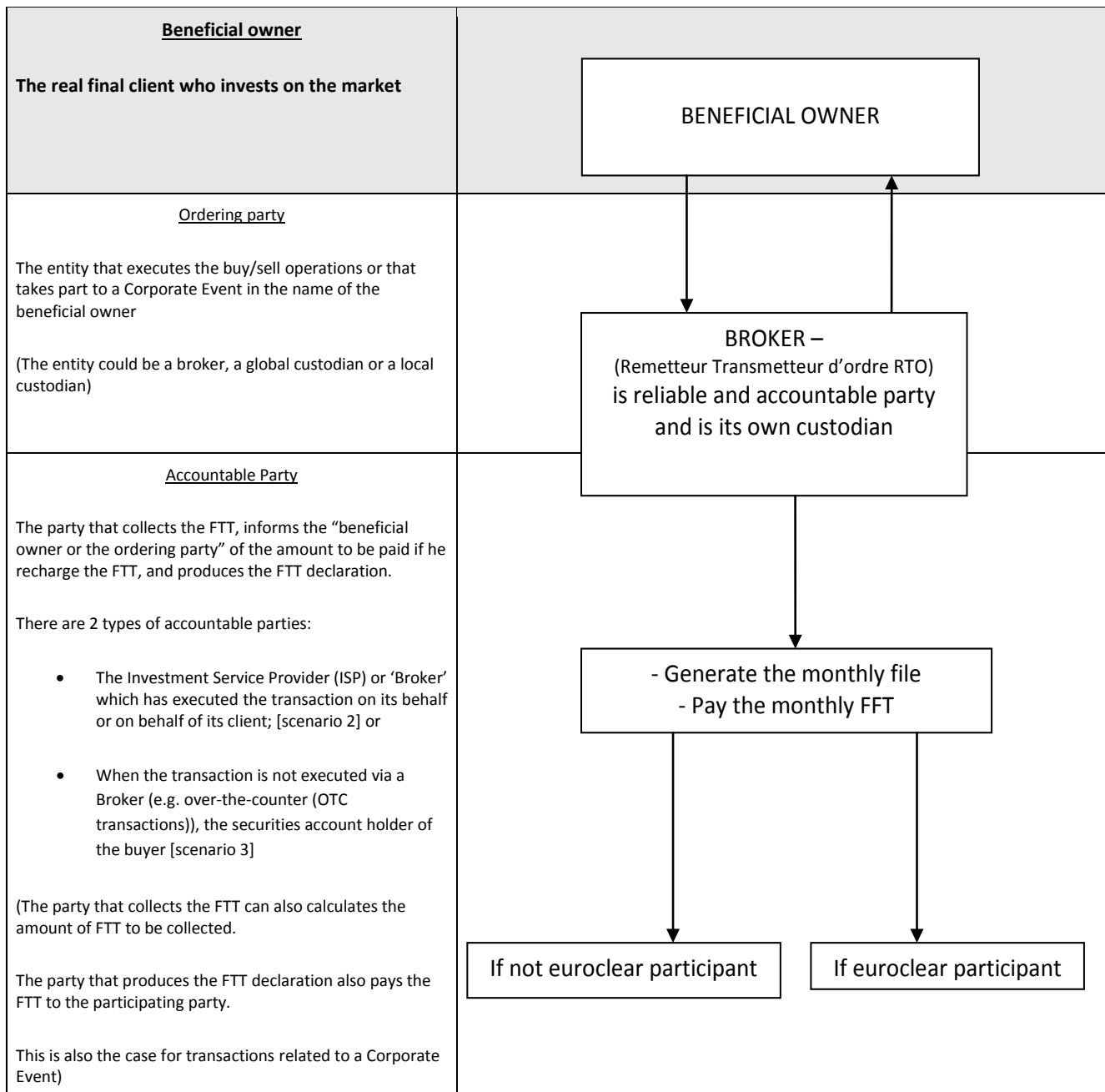
This paragraph describes the roles and actors involved in the process described in the market practice document.

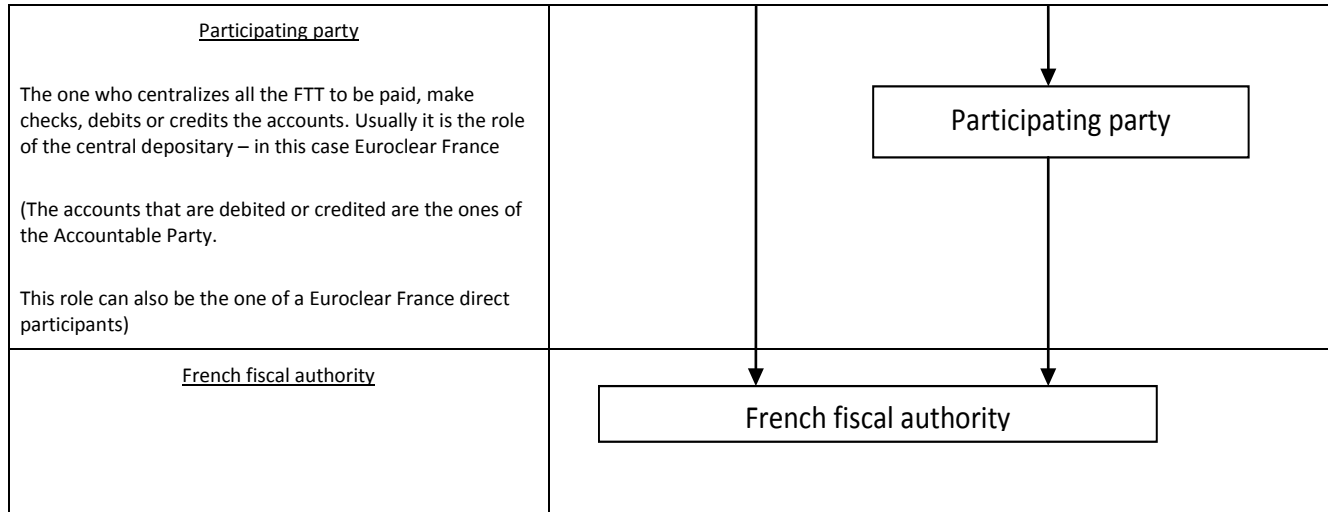
Actor	Role	Comments
Beneficial owner	The real final client who invests on the market	
Ordering party	The entity that executes the buy/sell operations or that takes part to a Corporate Event in the name of the beneficial owner	The entity could be a broker, a global custodian or a local custodian
Accountable party	<p>The party that collects the FTT, informs the “beneficial owner or the ordering party” of the amount to be paid if he recharge the FTT, and produces the FTT declaration.</p> <p>There are 2 types of accountable parties:</p> <ul style="list-style-type: none"> • The Investment Service Provider (ISP) or ‘Broker’ which has executed the transaction on its behalf or on behalf of its client; or • When the transaction is not executed via a Broker (e.g. over-the-counter (OTC transactions)), the securities account holder of the buyer 	<p>The party that collects the FTT can also calculates the amount of FTT to be collected.</p> <p>The party that produces the FTT declaration also pays the FTT to the participating party.</p> <p>This is also the case for transactions related to a Corporate Event</p>
Participating party	The one who centralizes all the FTT to be paid, make checks, debits or credits the accounts. Usually it is the role of the central depositary – in this case Euroclear France.	<p>The accounts that are debited or credited are the ones of the Accountable Party.</p> <p>This role can also be the one of a Euroclear France direct participants.</p>
French fiscal authority	The one who receives the FTT declaration and make controls	

More details on the various actors and their roles can be found in the AFTI White Paper document, in sections 2.3, 3, and 3.4.

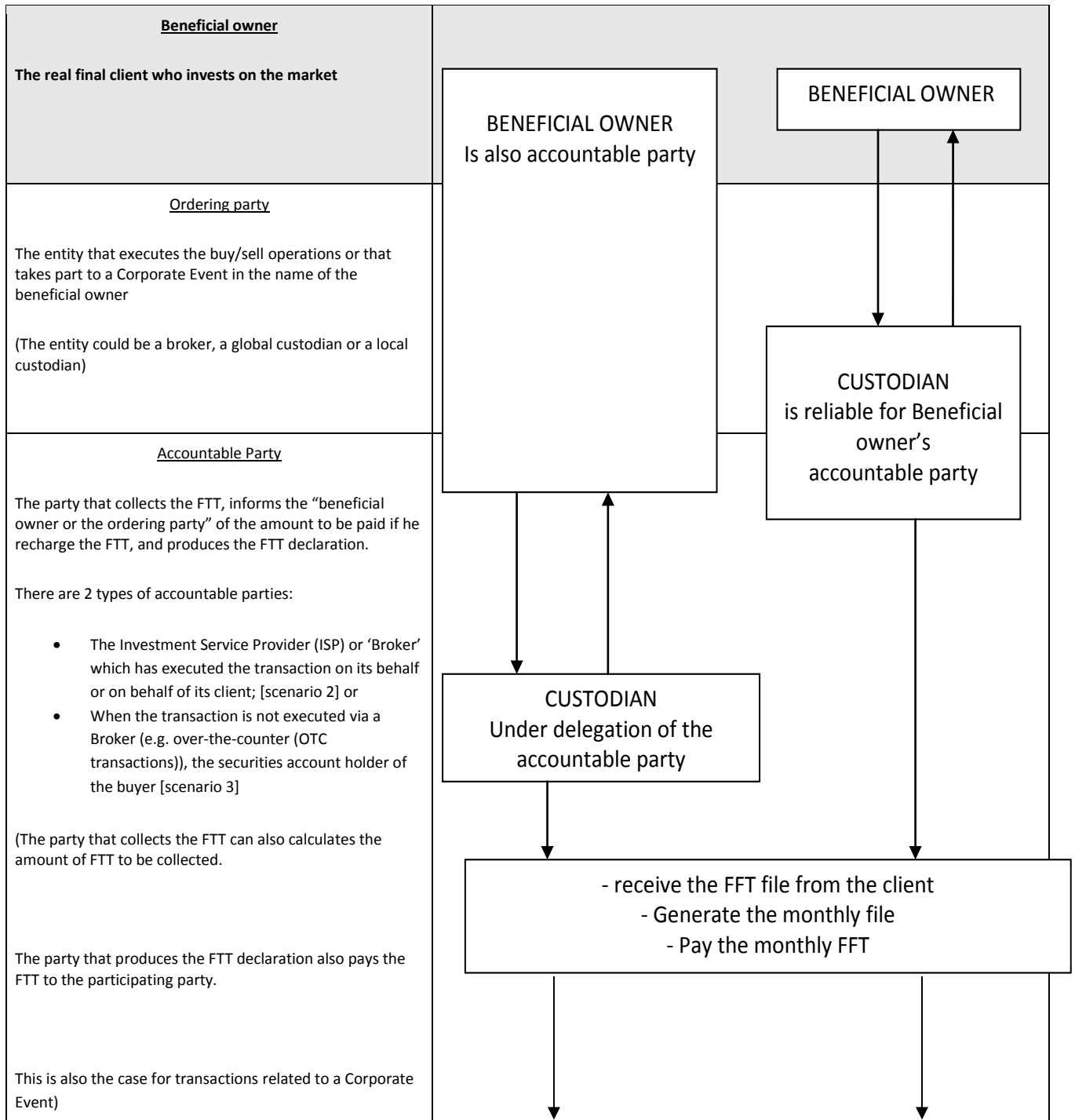
III. Activity Diagram

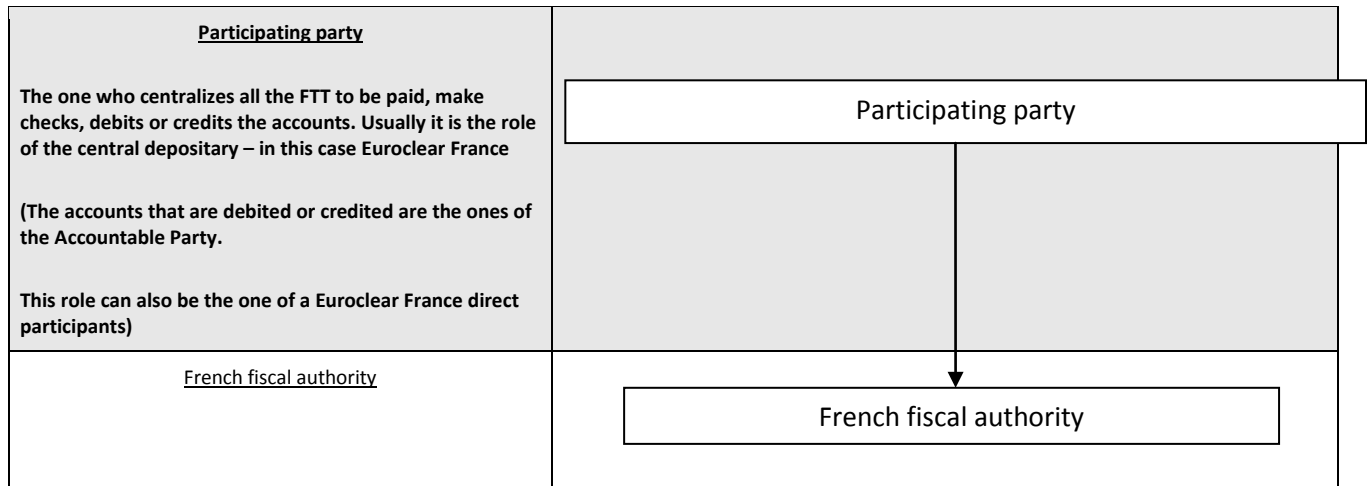
Scenario 1 – BROKER is its own custodian



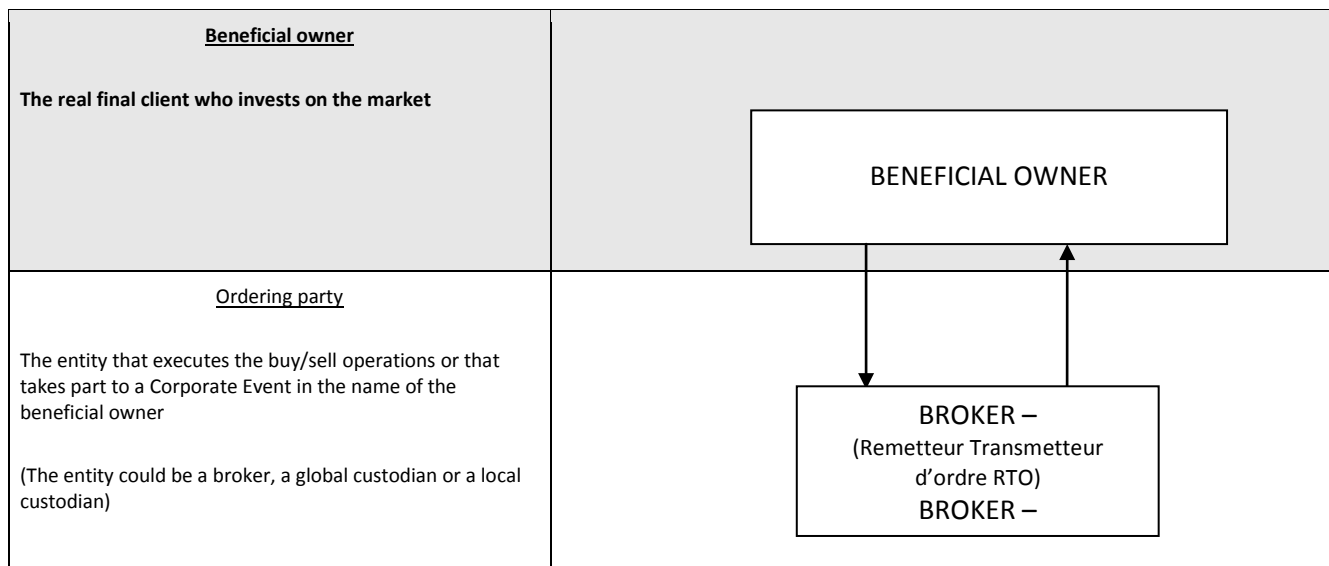


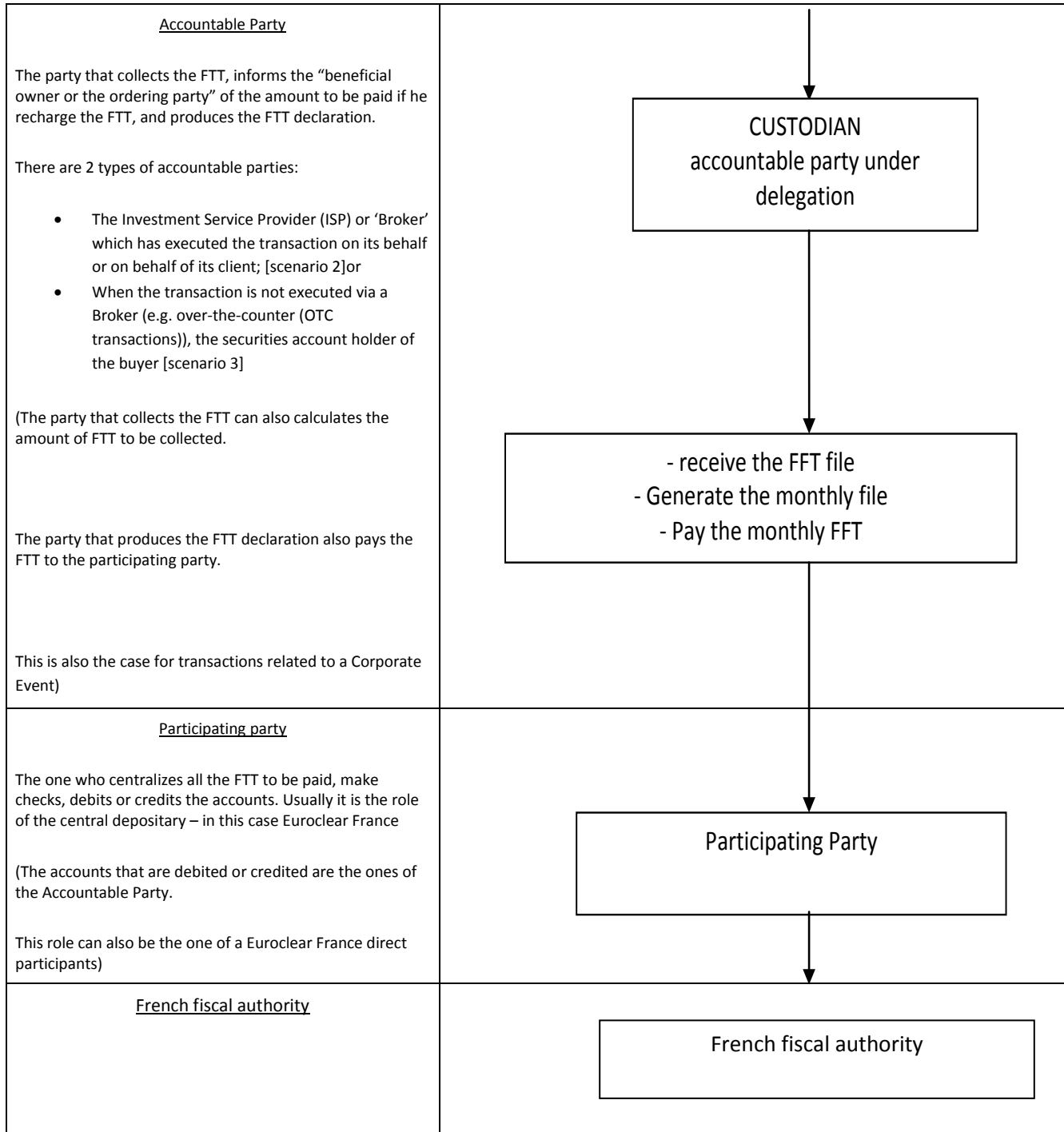
Scenario 2 – CUSTODIAN acts under delegation OR is reliable for Beneficial owner’s accountable party





Scenario 3 – Value chain is Beneficial Owner to the Broker to the CUSTODIAN





IV. Sequence Diagrams

See Activity Diagrams.

V. Business data requirements

Business data requirement section describes the business information that will be needed for the business process to take place

EXAMPLE:

For the above-described different communication needs, the following business data are required. Focus is on the processes described in the MP:

Instruct settlement:

Business elements	Additional information
Message reference	
Trade Date	ISO 8601 Date/Time
Settlement Date	ISO 8601 Date/Time
Quantity of Financial Instrument	Expressed as units
Financial Instrument	ISO 6166 International Securities Identification Number [ISIN]
Settlement Amount	Currency and amount
Safekeeping Account to be credited or debited	
Place of Settlement	ISO 9362 Bank Identifier Codes [BIC] taken from the list of PSET's BIC published on www.smpg.info . See also Place of Settlement MP.
Receiving/Delivering Agent	ISO 9362 Bank Identifier Codes [BIC] or CSD Local Code
Client of Receiving/Delivering Agent	ISO 9362 Bank Identifier Codes [BIC]
Country specifics as per local market practice (if any)	Country specifics as per local market practice (if any)

VI. Market Practice Rules

The information about the FFT doesn't appear in the market instruction. This is just "as information" between the final client (beneficial owner) and the FTT collector (accountable party).

The French NMPG S&R recommends the usage of field 19A LOCL or STEX in the Settlement Detail Sequence of the Settlement instructions and confirmations

Mandatory Repetitive Subsequence E3 – Amount

Field	M or O	Qualifier	Content	Example	Comments
16R	M	AMT	Qualifier AMT	:16R::AMT	
17B	O	4!c	Flag		Not used
19A	M	4!c	Amount	:19A::LOCL//EUR54,5 Or :19A::STEX//EUR54,5	
98a	O	VALU	Value Date and/or Time		Not used
92B	O	EXCH	Rate		Not used
16S	M	AMT	Qualifier AMT	:16S::AMT	

Example of MT543

:16R: GENL

:20C: :SEME//FFT EXAMPLE INX

:23G: NEWM

:16S: GENL

:16R: TRADDET

:94B: :TRAD//OTCO/SBI

:98A: :SETT//20130315

:98C: :TRAD//20130312101342

:90B: :DEAL//ACTU/EUR100,

:35B: ISIN FR0000121014

:35B: LVMH

:16R: FIA

:70E: :FIAN//XPAR

:16S: FIA

:16S: TRADDET

:16R: FIAC

:36B: :SETT//UNIT/200,

:97A: :SAFE//62612U

:16S: FIAC

:16R: SETDET

:22F: :SETR//TRAD

:16R: SETPRTY

:95Q: :BUYR//SICO000000000555

:16S: SETPRTY

:16R: SETPRTY

:95R: :REAG/EGSP/555

:16S: SETPRTY

:16R: SETPRTY

:95P: :PSET//SICVFRPPXXX

:16S: SETPRTY

:16R: AMT

:19A: :SETT//EUR200,

:16S: AMT

:16R: AMT

:19A: :VATA//EUR1,76

:16S: AMT

:16R: AMT

:19A: :LOCO// EUR9,

:16S: AMT

:16R: AMT

:19A: :LOCL// EUR54,5

:16S: AMT

:16S: SETDET

And the corresponding MT547

:16R:GENL

:20C::SEME//FFT EXAMPLE CONF

:23G:NEWM

:98C::PREP//20130315043014
:16R:LINK
:20C::RELA//FFT EXAMPLE INX
:16S:LINK
:16S:GENL
:16R:TRADDET
:98A::TRAD//20130312
:98A::ESET//20130315
:35B:ISIN FR0000121014
LVMH
:16S:TRADDET
:16R:FIAC
:36B::ESTT//UNIT/100,
:97A::SAFE//ABCDE
:97A::CASH//ABCDE
:16S:FIAC
:16R:SETDET
:22F::SETR//TRAD
:16R:SETPRTY
:95P::PSET//SICVFRPP
:16S:SETPRTY
:16R:SETPRTY
:95P::REAG//BICCODEXXXX
:16S:SETPRTY
:16R:AMT

:19A::ESTT//EUR200,

:16S:AMT

:16R:AMT

:19A::VATA//EUR1,76

:16S:AMT

:16R:AMT

:19A::LOCO//EUR9,

:16S:AMT

:16R:AMT

:19A::LOCL//EUR54,5

:16S:AMT

:16S:SETDET